Document du Programme

PROGRAMME D'APPUI A LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE DU NIGER (PASA-NIGER) :

« Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de la résilience face aux chocs naturels et au changement climatique au Niger »

Programme phare conjoint Gouvernement du Niger - Système des Nations Unies

Août 2025

Document du Programme

PROGRAMME D'APPUI A LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE DU NIGER (PASA-NIGER) :

« Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de la résilience face aux chocs naturels et au changement climatique au Niger »

Programme phare conjoint Gouvernement du Niger - Système des Nations Unies

Système des Nations Unies	Gouvernement du Niger
FAO, FIDA	Ministères de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL)
PAM, UNICEF,	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de de l'Environnement (MHAE)
UNDP, ONUFEMMES	Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI),
OMS, HCDH,	Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales (MSP/P/AS),
HCR, UNCDF,	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF),
OCHA, UNFPA,	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des catastrophes (MAH/GC),
OIM, ONU Habitat,	Ministères en charge de l'Éducation, de la formation professionnelle, de la recherche, de l'innovation,
OIT	Agence Nigérienne de Normalisation, de Métrologie et de Certification (ANMC),
	L'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles (ONAHA)
	Dispositif National de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA).

Août 2025

Table des matières

Sigles et abréviation iii

I. Résumé 1

II. Contexte 2

III. Analyse diagnostique 4

IV. Description du programme d'appui à la souveraineté alimentaire du Niger (PASA-NIGER) 5

a. *Théorie de changement* 6

b. *Dimensions transformationnelles du programme* 8

c. *Alignement du PASA-NIGER* 8

d. *Résultats attendus (court terme, moyen terme, long terme)* 9

Composante 1 : Gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes 12

Composante 2 : Renforcement de la résilience des populations vulnérables 14

Composante 3 : Promotion des systèmes alimentaires durables et résilients pour une insertion socio-économique et une nutrition adéquate 16

e. *Groupes cibles, couverture géographique et durée du programme.* 21

V. Stratégie de mise œuvre 22

a. *Agences de mise en œuvre* 22

b. *Partenariats et synergie avec d'autres projets, programmes et initiatives.* 23

c. *Budget* 25

VI. Modalité de mise en œuvre du programme 27

a) *Gouvernance et disposition de mise en œuvre* 27

b) *Suivi Evaluation* 29

c) *Responsabilité et gestion financière.* 30

d) *Durabilité.* 30

e. *Analyse des risques* 30

f. *Communication/diffusion des résultats du programme* 31

g. Annexes : 32

Annexe I. Cadre de résultats 33

Annexe II : Budget estimatif du PASA-Niger (2025-2027) par résultats et par produit 47

Sigles et abréviation

AES	Alliance des États du Sahel
AGR	Activités Génératrices des Revenus
ANGMV	Agence Nationale de la Grande Muraille Verte
ANMC	Agence Nigérienne de Normalisation, de Métrologie et de Certification
ASPH	Agro-Sylvo-Pastorale et Halieutique
BAD	Banque Africaine de Développement
BCG	Boston Consulting Group
BID	Banque Islamique de Développement
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
CC	Changement Climatique
CCIN	Chambre de commerce et de l'industrie du Niger
CDN	Contribution Déterminée au niveau National (CDN, révisée 2021),
CdV	Chaine de Valeur
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CES/DRS.	Conservation des Eaux et des Sols et Défense Restauration des Sols
CFW	Cash for Work
CNSP	Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie
CPOS	Comité de Pilotage et d'Orientation Stratégique
CS-DGT	Cadre Stratégique de Gestion Durable des Terres (CS-DGT 2014-2029)
CT	Comité Technique
DNPGCA	Dispositif National de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires
ECVMA	Enquête sur les Conditions de Vies des Ménages et de l'Agriculture
EPER	Enquête Prévision et Estimation des Récoltes
FACI	Fermes Agricoles Communautaires Intégrées
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FARN	Foyers d'Apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FIF	Farines Infantiles Fortifiées
FRSP	Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eaux
GMV	Grande Muraille Verte
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IFI	Institutions Financières Internationales
IPDR	Institut Pratique de Développement Rural
ISAME	Indice de Stratégie d'adaptation basée sur les moyens d'existence
MAGEL	Ministères de l'Agriculture et de l'Elevage
MAH/GC,	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des catastrophes
MCI	Ministère du Commerce et de l'Industrie
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MHAE	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de de l'Environnement
MSP/P/AS	Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales
NIF	Non-food Items
ODD	Objectifs de Développement durable
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONAHA	Office National des Aménagements Hydro-Agricoles
ONUFEMMES	Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains

OP	Organisation Paysanne
P2-P2RS	Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel
PACIPA/LAMP	Programme d'Appui au développement des Cultures Irriguées et à l'Intensification de la Production Animale
PAM	Programme Alimentaire Mondial (WFP)
PASA-NIGER	Programme d'Appui à la Souveraineté Alimentaire du Niger
PBF	Peace Bulding Funds
PCP	Planification Communautaire Participatives (PCP)
PDC	Plan de Développement Communal
PDCVR-RRVCDP	Programme Régional de Développement des Chaînes de Valeurs du Riz
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique
PDI	Personnes Déplacées Interne
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
PFSA 2	Projet Filets Sociaux Adaptatifs Phase II
PGIP	Gestion Intégrée des Paysages
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites Moyens Industries
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRAPS II	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
PRCFS	Programme Régional de Cartographie de la Fertilité des Sols en Afrique de l'Ouest
PRECIS	Programme de renforcement de la résilience des communautés rurales à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger
ProDAF	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
PRRACC-Niger	Projet de Renforcement de La Résilience de L'Agriculture face au Changement Climatique () qui appuie l'adaptation des systèmes agricoles au changement climatique.
PRR	Programme de Refondation de la République
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PUNO	Participating UN Organization
R4D	Recherche pour le Développement
RNA	Régénération Naturelle assistée
RRC	Réduction des Risques des Catastrophes
RSU	Régime Social Unifié
SAGE	Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDDE	Stratégie de développement durable de l'élevage (SDDE 2013-2035)
SNDR	Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture
SNU	Système de Nations Unies
SPN2A	Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux Changements Climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A 2020-2035)
SSA	Sécurité Sanitaire des Aliments
UGP	Unité de Gestion des Projets
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
Union Afrique	Union Africaine
UTA	Unité de Transformation Agro-alimentaire

I. Résumé

Le Niger est un pays qui dispose d'énormes potentialités économiques principalement dans le secteur rural (agriculture, élevage, pêche/aquaculture et foresterie). Ce dernier contribue à environ 40% du PIB national et pourvoit à près de 80% d'emplois. Toutefois, les régions du Niger restent vulnérables. Une large proportion des ménages et plus particulièrement les femmes et les enfants souffrent d'une grande pauvreté monétaire, de la malnutrition aigüe ou chronique et de l'insécurité alimentaire sévère ou modérée. Cette situation résulte de la récurrence de la sécheresse, de la forte dégradation des terres du fait de leur surexploitation et de leur surexposition à l'érosion hydrique ou éolienne et surtout des inégalités multiples liées au revenu, au genre, au statut social, à l'accès à l'eau, au soin, à l'éducation, aux services d'hygiène et d'assainissement et à l'accès au financement. Cette situation a été accentuée, dans certaines zones, par la persistance et l'aggravation de l'insécurité et a pour conséquence les déplacements forcés des populations.

Pour trouver des solutions durables à ces causes multiples, le Gouvernement du Niger s'est fixé l'ambition de restructurer son économie à travers les orientations définies dans le livre Vision du Président de la République, Chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdouramane Tiani en son Axe 3 : « Développement des bases de production pour la souveraineté économique » avec pour effet global « la croissance économique inclusive et créatrice d'emploi est améliorée ». C'est dans ce cadre que les agences des Nations Unies et le Gouvernement ont élaboré conjointement plusieurs programmes phares dont le Programme d'Appui à la Souveraineté Alimentaire du Niger (PASA-NIGER) qui adopte une approche systémique pour l'adaptation au changement climatique et la transformation du système alimentaire du Niger, en renforçant les capacités des petits producteurs, en modernisant les chaînes de valeur agricoles, animales, apicoles et forestières, ainsi qu'en intégrant des pratiques agricoles résilientes face au climat. En agissant simultanément sur plusieurs leviers (production agricole durable, transformation agroalimentaire, accès aux marchés, renforcement des infrastructures, résilience communautaire, gestion durable des ressources naturelles, promotion de l'alimentation saine et gestion des conflits), le PASA-NIGER envisage de générer un changement transformationnel à court, moyen et long terme.

Le PASA-NIGER vise à réhabiliter 324 000 hectares de terres à valoriser au moyen des pratiques d'agroforesterie climato-sensibles et le développement des chaines de valeurs des produits locaux dans le respect de la qualité et normes en vigueur au Niger et des recommandations alimentaires nationales, contribuant à améliorer de l'accès aux populations à des régimes alimentaires variés, sûrs et nutritifs pour une nutrition adéquate, améliorer l'emploi et les revenus de plus de 500 000 ménages (soit environ 3,5 millions de personnes bénéficiaires) en particulier des femmes et des jeunes du milieu rural y compris les personnes déplacées internes (PDI).

Les actions de résilience communautaires sur base de localisation toucheront plus de 2,5 millions de personnes contribuant ainsi à renforcer la sécurité alimentaire et réduire

l'emprunte humanitaire. Le cout estimatif du programme phare (PASA-NIGER) est de 1,477 millions $ US dont 464 millions $ US sont à mobiliser par les agences des Nations Unies et leurs partenaires. Au lancement du programme en mars 2025, le budget acquis totalise 87,8 millions $ US dont 39,1 $ US millions mobilisés par le Gouvernement à travers le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et 48,8 $ US mobilisés par les agences des Nations Unies à travers les projets et initiatives existantes contribuant à la mise en œuvre du PASA-Niger pour l'année 2025.

II. Contexte

Le Niger, pays sahélien enclavé, fait face à des défis structurels et conjoncturels entravant l'atteinte de sa souveraineté alimentaire malgré les efforts considérables des gouvernements successifs. L'agriculture, l'élevage et la pêche constituent les principaux piliers de l'économie du pays, assurant la subsistance de plus de 80 % de la population. Toutefois, ces secteurs sont affectés par la dégradation des ressources naturelles, l'impact grandissant du changement climatique, la pression démographique et l'insécurité croissante, notamment dans les régions de Diffa, Maradi, Tillabéry et Tahoua.

Le système alimentaire nigérien est confronté à des défis majeurs, résultant d'une combinaison de facteurs économiques, climatiques et sociaux. Chaque année, plus de 2 millions de personnes[1] souffrent d'insécurité alimentaire aiguë, un problème exacerbé par des taux élevés de pauvreté, des inégalités, des infrastructures insuffisantes et une dépendance significative aux importations alimentaires. Environ 50 % des besoins en certaines denrées de base, notamment le riz et le blé, sont comblés par des importations, exposant le pays à la volatilité des prix internationaux et à des chocs externes[2]. Parallèlement, les petits exploitants agricoles, représentant 80 % des producteurs, affichent des rendements inférieurs aux moyennes mondiales : par exemple, les rendements de mil et de sorgho atteignent seulement 60 à 80 % des niveaux observés dans d'autres régions du monde. Cette situation est aggravée par la perte pouvant atteindre 20 à 30 % des récoltes lors de la phase post-récolte, faute de capacités adéquates de stockage et de transformation[3].

Le climat constitue un défi supplémentaire, avec une agriculture largement dépendante des pluies (à 90 %) dans un contexte où les sécheresses et les inondations sont de plus en plus fréquentes. La dégradation des terres, touchant plus de 20 millions d'hectares au Sahel, réduit encore la productivité. En parallèle, l'accès à une alimentation équilibrée reste hors de portée pour une grande partie de la population.

Plus de 50 % des Nigériens ne peuvent se permettre un régime nutritionnellement adéquat, tandis que les protéines animales restent 2 à 3 fois plus chères que les protéines végétales[4], limitant la diversification alimentaire.

---

[1] Selon les analyses annuelles du Cadre harmonisé (CH)
[2] Ministère de l'Agriculture. Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR) au Niger 2021- 2030
[3] https://www.fao.org/4/ac301f/AC301f04.htm?utm_source=chatgpt.com
[4] HC3N/PAM. Rapports des études "File the Nutrient Gap- (FNG) au Niger, 2018 et 2021.

Cela se traduit par une prévalence alarmante de la malnutrition, avec près de 4 millions d'enfants de moins de 5 ans touchés, dont 1 million souffrent de retard de croissance.

En outre, les contraintes économiques freinent la transformation du système alimentaire. Avec un PIB par habitant d'environ 750 USD, le Niger reste bien en dessous de la moyenne subsaharienne (1 700 USD), et près de 45 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le taux d'emploi des jeunes est extrêmement faible (1 à 10 %), limitant les opportunités de création de valeur ajoutée dans les chaînes alimentaires locales. Le système agricole souffre également d'un manque d'intégration et de coordination des acteurs, avec des coopératives sous-développées et une faible capacité à agréger les petits exploitants pour maximiser leur pouvoir de négociation.

Malgré ces défis, des opportunités stratégiques existent pour transformer le système alimentaire au Niger. Les chaînes de valeur prioritaires identifiées — le riz, le bétail et le sorgho/mil, l'oignon, la tomate, la pomme de terre, le niébé, l'arachide, le poisson — représentent des leviers essentiels pour améliorer la sécurité alimentaire, renforcer la souveraineté alimentaire et favoriser l'adoption de pratiques résilientes au climat. Par exemple, le développement de l'irrigation et de la mécanisation pour le riz pourrait réduire la dépendance aux importations, tandis que l'amélioration des systèmes de santé animale et d'alimentation pour le bétail pourrait accroître l'accessibilité des protéines animales. Le niébé et l'arachide, en plus d'être des cultures de rente générant des revenus importants pour les petits producteurs, représentent également une bonne source de protéines végétales pour améliorer la nutrition. Enfin, le sorgho et le mil, en tant que cultures résilientes et nutritives, peuvent jouer un rôle clé dans les régimes alimentaires locaux avec des opportunités d'amélioration de la nutrition et des revenus pour les populations vulnérables, notamment à travers des initiatives de fortification des produits locaux.

Pour opérer une transformation durable, il est impératif d'investir dans des infrastructures clés (irrigation, stockage, routes, marchés), de renforcer les politiques publiques en matière de gouvernance foncière et de commerce transfrontalier, et d'encourager les partenariats public-privés. Les interventions doivent également inclure des initiatives transversales, telles que les campagnes de nutrition, les programmes d'alimentation scolaire, la protection sociale et la capacité de résilience des communautés face aux chocs climatiques et la prise en compte du genre.

Enfin, des mécanismes de financement durable et innovants, impliquant à la fois les partenaires techniques et financiers (PTF) et le secteur privé, sont nécessaires pour assurer la pérennité des efforts de transformation du système alimentaire.

Les événements socio-politiques du 26 juillet 2023 ont contribué à une détérioration du cadre de dialogue et d'engagement de certains PTF, freinant également les flux d'investissements étrangers et réduisant la marge de manœuvre des interventions humanitaires et de développement.

Toutefois, les reformes en cours par les nouvelles autorités et la volonté de développer des partenariats mutuellement profitables sont une lueur d'espoir pour soutenir les efforts de relance économique et de résilience des populations vulnérables.

Dans ce contexte, le Gouvernement nigérien et le système des Nations Unies au Niger unissent leurs efforts et s'engagent à promouvoir conjointement des solutions durables pour la transformation des systèmes alimentaires à travers une approche intégrée axée sur l'amélioration de la production agricole, l'accès équitable aux marchés, la gestion durables des ressources naturelles et le renforcement des capacités institutionnelles. Le programme phare de souveraineté alimentaire s'inscrit dans cette dynamique en alignant ses interventions sur les priorités nationales et les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'ODD 2 « Faim Zéro ».

III. Analyse diagnostique

L'analyse du contexte actuel au Niger laisse apparaitre plusieurs défis qui entravent l'atteinte de la souveraineté alimentaire au Niger. Ces défis résultent notamment de quatre (4) causes principales : ***(i)*** la faible productivité agricole et la vulnérabilité climatique, ***(ii)*** l'accès limité des producteurs aux marchés et aux financements, ***(iii)*** les déficits institutionnels et politiques publiques et ***(iv)*** les tentions socio-économiques et l'instabilité politique.

Faible productivité agricole et vulnérabilité climatique : il faut noter que la production agricole reste largement dépendante des conditions climatiques avec des rendements faibles et une variabilité interannuelle. Aussi, l'absence de mécanismes d'irrigation adaptés et l'insuffisance des infrastructures de stockage et de transformation limitent considérablement les capacités de production et de commercialisation des petits producteurs.

Accès limité aux marchés et aux financements : l'intégration des producteurs aux marchés reste un défi majeur en raison du mauvais état des infrastructures routières, du manque d'accès au crédit et de la faiblesse des coopératives agricoles. Les opportunités de financement sont très réduites, notamment pour les femmes et les jeunes entrepreneurs, ce qui freine l'investissement dans les chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques.

Déficits institutionnels et politiques publiques : il faut noter que malgré d'importants efforts du gouvernement pour structurer les filières agricoles, des lacunes persistent dans la gouvernance du secteur agroalimentaire. L'absence des mécanismes de régulation efficaces et la faible coordination entre les différentes parties prenantes limitent l'impact des initiatives existantes.

Tensions socio-économiques et politiques : les événements socio-politiques du 26 juillet 2023 et les sanctions économiques de la CEDEAO, la dégradation des relations avec certains PTFs et l'insécurité grandissante dans certaines localités, ont accentué la

fragilité du secteur agricole, entraînant le déplacement des populations et la perturbation des chaînes d'approvisionnement. Cette situation a également conduit à une réticence accrue des bailleurs de fonds à investir, ralentissant ainsi les initiatives en cours et la mise en œuvre des politiques de résilience.

Face à ces défis, plusieurs opportunités se présentent :

- La mobilisation des ressources propres de l'Etat et celles des PTFs pour le développement de projets résilients alignés sur les priorités nationales avec un focus particulier sur le Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRR), en cours d'adoption ;
- La modernisation des chaînes de valeur agricoles et la promotion des innovations technologiques pour une production alimentaire durable ;
- Le renforcement des mécanismes de protection sociale et des filets de sécurité pour soutenir les populations les plus vulnérables ;
- La valorisation des ressources locales et la facilitation des échanges régionaux pour dynamiser l'économie rurale et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- La disponibilité de ressources naturelles importantes pour consolider la souveraineté alimentaire, notamment le potentiel en eaux souterraines et de surface, les ressources minières et énergétiques, le potentiel des terres agricoles et pastorales, le potentiel du bétail et une population majoritairement jeune. Tout ceci offre des possibilités importantes pour la croissance économique du Niger.

IV. Description du programme d'appui à la souveraineté alimentaire du Niger (PASA-NIGER)

Le présent programme conjoint intégré, co-construit par le Gouvernement du Niger et le système des Nations Unies (SNU), a comme objectif global de renforcer les options du Niger vers la souveraineté alimentaire. Il s'agit d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existences des populations vulnérables en leur garantissant un emploi et des revenus décents grâce à la restauration des bases productives et leur valorisation à travers les chaines de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques développées.

Le programme vise également à renforcer la protection sociale des plus vulnérables et de réduire l'emprunte humanitaire à travers le renforcement des approches convergentes et intégrées de la résilience à base communautaire, tout en maintenant une assistance humanitaire d'urgence, ponctuelle et adéquate.

Objectif global : renforcer la souveraineté alimentaire en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les moyens d'existence et la résilience des populations vulnérables face aux chocs naturels et au changement climatique.

Objectifs spécifiques

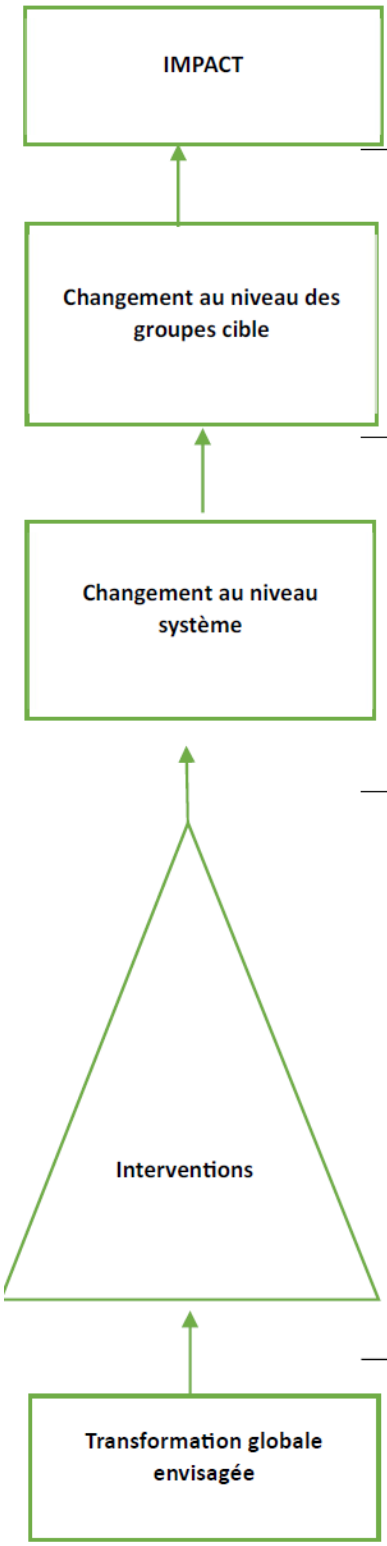
- **Objectif spécifique 1** : Promouvoir un environnement durable et des écosystèmes résilients au changement climatique à travers la restauration de terres dégradées et leur valorisation grâce aux bonnes pratiques d'agriculture climato-sensibles.
- **Objectif spécifique 2 :** Promouvoir le développement rural intégré à travers le renforcement de la résilience des populations vulnérables, notamment dans les zones fragiles, en utilisant des techniques adaptées aux chocs y compris climatiques et la capture du dividende démographique.
- **Objectif spécifique 3 :** Promouvoir des systèmes alimentaires durables et résilients, pourvoyeurs d'emplois décents pour les jeunes et les femmes et capables de produire tout au long de l'année des aliments sains (sûrs et nutritifs), abordables, conformes aux normes et règlements en vigueur au Niger et une nutrition optimale pour tous y compris les plus vulnérables.
- **Objectif spécifique 4 :** Mettre en place des mécanismes de coordination des actions et des acteurs, de partenariat, de suivi et évaluation et de capitalisation pour garantir une bonne gouvernance du programme.

a. *Théorie de changement*

Le programme adopte une approche systémique pour transformer le système alimentaire du Niger, en renforçant les capacités des petits producteurs, en modernisant les chaînes de valeur, et en intégrant des pratiques agricoles résilientes face au climat. En agissant simultanément sur plusieurs leviers (production agricole durable, accès aux marchés, résilience communautaire, transformation agroalimentaire, gestion des ressources naturelles), le programme cherche à générer un changement transformationnel terme.

Le programme vise à améliorer la productivité Agricole, à renforcer les capacités des producteurs à s'adapter aux changements climatiques, à intégrer les jeunes et les femmes dans les chaînes de valeur des produits agrosylvopastoraux et halieutiques (y compris les PFNL), et à renforcer les capacités institutionnelles y compris celles de l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte (ANGMV) et de l'Agence nigérienne de normalisation, de métrologie et de certification (ANMC) pour une meilleure gouvernance des systèmes alimentaires.

Illustration schématique de la théorie du changement



- Reduction de la vulnérabilité des communautés et des écosystèmes face aux aléas climatiques,
- Amélioration de la sécurité alimentaire, à travers l'accessibilité et la disponibilité des aliments sains, nutritifs et diversifiés à un prix abordable
- Réduction des besoins humanitaires liée à l'insécurité alimentaire saisonnière,
- Augmentation de l'inclusion économique des jeunes et des femmes
- Réduction des pertes post-récolte et post production des produits locaux
- Reduction des énergies polluantes et augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables

- Les communautés ont une production plus diversifiée, un meilleur rendement, des meilleurs revenus et une plus grande cohésion sociale grâce à la gestion améliorée des ressources naturelles et des écosystèmes ;
- Les communautés rurales sont mieux préparées pour prévenir et gérer les risques (crises alimentaires et aléas climatiques, etc.) grâce aux actions anticipatoires e, aux systèmes d'alerte précoce, aux filets de sécurité sociale et aux technologies climato-intelligentes.
- Les femmes et les jeunes, en particulier dans les zones rurales, ont plus d'opportunités économiques grâce au ciblage des chaines de valeurs de court terme (i.e. maraichage) et aux emplois générés par l'amélioration de la valeur ajouté grâce à la transformation agroalimentaire, l'accès au marché et aux emplois verts.
- Les populations ont un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive et abordable
- Les communautés vulnérables obtiennent leurs aliments localement à travers l'aide sociale/réponse rapide aux chocs

- Les systèmes de production agrosylvopastorale et halieutique, de gestion des ressources naturelles, de l'environnement et des écosystèmes et de prévention des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles sont modernisés et adaptés aux changements climatiques.
- L'accès aux sources d'énergie y compris innovantes et renouvelable est renforcée le long des chaines de valeur et contribue à la création d'emplois verts pour les femmes et les jeunes
- Les chaînes de valeur agrosylvopastorales, halieutiques et apicoles sont compétitives, créent de l'emploi et génèrent des revenus décents.
- Les infrastructures (routes, marchés, chaine de froid, stockage, transformation etc.) sont modernisées et adaptées au contexte local via une approche territoriale
- La valeur ajoutée des produits locaux dans le système agroalimentaire est améliorée
- Les environnements alimentaires sont favorables à l'accès aux régimes alimentaires sains et abordables.
- Les systèmes et mécanismes de prévention, d'action anticipatoires, d'alerte précoce et de réponse rapide aux chocs et crises alimentaires sont renforcés pour que l'offre locale puisse être distribuée à cout réduit et que la vulnérabilité aux aléas climatiques soit réduite.

- **Réhabiliter/Restaurer les terres dégradées et les mettre en valeur** avec des pratiques agropastorales durables, résilientes aux changements climatiques, utilisant les technologies climato intelligentes et techniques d'amélioration de la productivité, de gestion des ressources naturelles et de l'eau, et des conflits liés à leur exploitation
- **Développer et/ou réhabiliter les infrastructures locales** (routes, marchés, magasins d'intrants, chaine de froid, stockage, plateformes de services aux producteurs, les sources d'énergies y compris les infrastructures de protection contre les risques et catastrophes etc..) pour soutenir les différents maillons de la chaine de valeur des produits agrosylvopastoraux et halieutiques
- **Créer et mettre à l'échelle des unités de transformation des produits agroalimentaires locaux respectant les normes de qualité**
- **Appuyer la structuration des acteurs de la chaine de valeur en renforçant les capacités des unités de transformation** (i.e. artisanales, semi-industrielles et industrielles) afin qu'ils puissent créer de l'emploi et générer des revenus décents.
- **Développer des chaines de valeurs de produits diversifiés qui prennent en compte les zones agroécologiques et spécificité régionales et promouvoir leurs consommations pour améliorer la nutrition**
- **Créer le lien entre la demande** (institutionnelle, communautaire, familiale, individuelle) **pour des aliments sains, nutritifs et fortifiés, et l'offre locale** en s'appuyant sur différents mécanismes (protection sociale adaptative, programmes d'éducation nutritionnelle, promotion de l'ANJE, mise à l'échelle des programmes d'alimentation scolaire, achats locaux pour reconstitution des stocks ou assistance humanitaire, etc.).
- **Renforcer les capacités institutionnelles, les systèmes d'informations, les outils de digitalisation, de prévention et gestion des catastrophes et de promotion de l'alimentation saine**
- **Renforcer les politiques publiques, en particulier pour améliorer la qualité, les normes** et permettre une traçabilité et suivi de la production locale et des systèmes alimentaires (i.e. remote sensing)

- Développer des systèmes agroalimentaires efficaces, durables et résilients au climat qui promeuvent des chaines de valeurs compétitives pourvoyeuses d'emploi ;
- Améliorer les capacités de transformation agroalimentaire pour augmenter l'offre alimentaire de qualité et réduire les pertes post-récoltes ;
- Développer les chaines de valeur améliorant les perspectives d'emploi pour les femmes et les jeunes.
- Améliorer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux chocs, en particulier liés au changement climatique
- Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et leurs moyens d'existence
- Améliorer les systèmes d'information pour les acteurs des systèmes agroalimentaires

Le PASA-NIGER repose sur des interventions coordonnées avec les ministères clés, notamment, l'Industrie, l'Agriculture, la Santé et le commerce, en alignement avec les priorités nationales telles qu'énoncées dans les lettres de mission, et mobilisera les agences des Nations Unies et autres partenaires pour un impact collectif.

b. *Dimensions transformationnelles du programme*

Le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) et le Gouvernement ont défini les priorités stratégiques du pays pour renforcer les options de souveraineté alimentaire grâce à des systèmes agroalimentaires plus durables, plus résilients aux chocs, protecteurs de l'environnement, sensibles à la nutrition, pourvoyeurs d'emplois pour les jeunes et les femmes et générateurs de revenus décents pour l'ensemble des exploitants agricoles. Sous la vision du président du CNSP, le Gouvernement met l'accent sur trois piliers majeurs :

- **Souveraineté alimentaire** : L'objectif est de réduire la dépendance du pays aux importations alimentaires en augmentant la production locale conforme aux normes, en améliorant la productivité des petites exploitations, et en modernisant l'agriculture à travers des pratiques durables et l'intégration de nouvelles technologies.
- **Transformation économique par l'agriculture et l'élevage** : Le Niger vise à développer les chaînes de valeur agricoles et animales, à industrialiser les filières locales et à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes, tout en favorisant l'accès à des régimes alimentaires diversifiés et nutritifs.
- **Adaptation aux chocs climatiques** : Le pays met en place des programmes pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires face aux chocs climatiques récurrents, tout en assurant une gestion durable des ressources en eau, terres, forêts et des écosystèmes.

c. Alignement du PASA-NIGER

Le programme d'appui à la souveraineté alimentaire du Niger (PASA-NIGER) s'aligne à la **Stratégie de Développement et de Croissance Inclusive (SDCI –Niger 2035)** et à la **vision de Son Excellence le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, Président de la République du Niger, Chef de l'État,** en particulier dans son **Axe 3 « Développement des bases de production pour la souveraineté économique »** avec pour effet global « la croissance économique inclusive et créatrice d'emploi est améliorée » et ses divers effets sectoriels : Effet sectoriel 3.1 : « Les chaines de valeur agricoles sont développées », Effet sectoriel 3.2 : « Les chaines de valeur animales sont développées », Effet sectoriel 3.3 : « La gestion durable des terres, des eaux et de la biodiversité est améliorée », Effet sectoriel 3.4 : « Les échanges commerciaux sont accrus », Effet sectoriel 3.5 : « L'industrie est développée »,
Effet sectoriel 3.8 : « Les usagers bénéficient des services énergétiques de qualité », Effet sectoriel 3.9 : « les usagers bénéficient des services de transport de qualité »,

Effet sectoriel 3.10 : les usagers bénéficient des services de télécommunication, de la communication et de la poste de qualité », Effet sectoriel 3.13 : « les populations ont accès à des services financiers adaptés à leurs besoins », Effet sectoriel 3.14 : « Les populations, en particulier les jeunes et les femmes, ont accès à un emploi productif, décent et durable » ; mais aussi **l'Axe 1 : « Renforcement de la sécurité et de la cohésion sociale »**, Effet sectoriel 1.2 : « La cohésion sociale est renforcée » ; **l'Axe 2 : « Promotion de la bonne gouvernance »**, Effet sectoriel 2.3 : « la gouvernance locale est renforcée », Effet sectoriel 2.5 : « les citoyens s'impliquent effectivement dans la gestion des affaires publiques » ; **l'Axe 4 : « Accélération des réformes sociales** », Effet sectoriel 4.1 : « le niveau de connaissances et d'apprentissage des populations est équitablement rehaussé », Effet sectoriel 4.2 : « les populations ont accès aux services de santé et d'assistance sociale de qualité », Effet sectoriel 4.3 : « les populations ont accès à l'eau potable de qualité, à l'hygiène et à l'assainissement », Effet sectoriel 4.4 : « la gestion des crises, des catastrophes et des urgences humanitaires est améliorée », Effet sectoriel 4.5 : « l'inclusion sociale et la solidarité nationale sont renforcées », Effet sectoriel 4.6 : « la jeunesse et le sport sont promus ».

Le PASA-NIGER est également aligné au Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (PCC 2023-2027) auquel il contribue à la mise en œuvre, en particulier l'Axe stratégique 3 : « Modernisation du monde rural, changement climatique », mais aussi en connexion avec l'Axe stratégique 1 : « **Gouvernance, paix et sécurité »** et l'Axe stratégique 2 « **Développement du capital humain ».**

Le PASA-NIGER est aussi aligné aux politiques et stratégies sectorielles et intersectorielles nationales telles que la **Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle** (PNSN), la **politique Nationale Genre** (PNG), **Politique Nationale de Protection sociale** (PNPS), les politiques et stratégies du développement rural, les politiques et stratégies Agricoles et environnementales, notamment Le **Plan National d'Adaptation** au changement climatique **(**PNA, octobre 2022**)**, La **Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux Changements Climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A 2020-2035),** La **Contribution Déterminée au niveau National** (CDN, révisée 2021), Le **Cadre Stratégique de Gestion Durable des Terres** (CS-DGT 2014-2029), la **Stratégie nationale sur les produits forestiers non ligneux** et son plan d'action adoptée en 2016 puis révisée en janvier 2020, la **Stratégie de développement durable de l'élevage** (SDDEL 2013-2035), **Stratégie de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture.**

Le PASA-NIGER est aussi aligné aux politiques, stratégies et initiatives globales au niveau régional et international, notamment le **programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique** (PDDAA) et **l'agenda 2063 de l'Union Africaine**, les **Objectifs de Développement durable** (ODD).

d. Résultats attendus (court terme, moyen terme, long terme)

Les principaux résultats du programme sont ci-dessous présentés. Les détails du cadre de résultats sont en Annexe.

Résultat 1/ Effet 1 : La gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes est améliorée.

- Produit 1.1: Les terres dégradées sont réhabilitées et mises en valeur.
- Produit 1.2. : Les bonnes pratiques agrosylvopastorales, apicoles et halieutiques sont améliorées, mises en place et vulgarisées.
- Produit 1.3. : Les terres de pâturage et espaces verts y compris pour les couloirs de transhumance sont aménagées.
- Produit 1.4. Les capacités des institutions nationales et locales et des communautés sont renforcées en prévention et gestion des conflits liés à l'exploitation et la gestion des ressources naturelles et la transhumance.
- Produit 1.5. Les capacités des institutions et des communautés sont renforcées en mobilisation et gestion des eaux pour fins d'irrigation et pour le bétail.
- Produit 1.6. Les capacités des communes et communautés en matière d'adaptation et atténuation du changement climatique sont renforcées.

Résultat 2/ Effet 2 : La Résilience face aux chocs climatiques des populations les plus vulnérables, y compris en zone fragile est améliorée grâce aux techniques et technologies adaptées.

- Produit 2.1. : Les capacités de résilience communautaire sont renforcées.
- Produit 2.2. : Les filets de protection sociale adaptatifs aux chocs sont mis en place afin de protéger les personnes les plus vulnérables en particulier les petits exploitants, les femmes et les jeunes, face aux chocs climatiques.
- Produit 2.3. : La gestion des risques de catastrophes, les actions anticipatoires et les systèmes d'alerte précoce sont renforcés pour protéger les ménages vulnérables des aléas climatiques.
- Produit 2.4. : Une assistance humanitaire d'urgence et temporaire est fournie en réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles et autres catastrophes en appui au dispositif national de réponse.
- Produit 2.5. : L'offre en produits nutritifs est promue et la diversification alimentaire est stimulée pour soutenir la résilience et la prévention de la malnutrition en situation d'urgence.

Résultat 3/ Effet 3 : Des systèmes alimentaires durables et résilients facilitant l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes, ainsi que la production d'aliments nutritifs tout au long de l'année, sont développés.

- Produit 3.1. : Les chaines de valeur des produits agrosylvopastoraux et halieutiques sont développées [Céréales (riz, mil, sorgho), Légumineuses (Niébé, arachide), Horticoles (Oignon, tomate), Racines/Tubercules (Pomme de terre, manioc), Lait et dérivés, Viande bétail, Poisson, Produits forestiers non ligneux (moringa, gomme arabique, miel, *bossia senegalis, Sclerocarya birrea*)].

- Produit 3.2. : Les femmes et les jeunes sont formés et intégrés dans les métiers ruraux le long des chaines des valeur agrosylvopastorales et halieutiques.
- Produit 3.3. : Les pertes post-récoltes/post production sont réduites (grâce à la transformation, les techniques de stockage, conservations, la structuration des producteurs, l'inclusivité financière et l'accès aux marchés).
- Produit 3.4. : Les populations locales ont des capacités renforcées et un accès amélioré aux technologies basées sur les énergies renouvelables génératrices d'emplois verts, sensibles au genre et vecteurs d'efficience à toutes les étapes de la chaine de valeur.
- Produit 3.5. : L'approche intégrée « Une Seule Santé » (One Health) est promue pour renforcer la coordination des actions entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale y compris dans les zones transfrontalières et durant la transhumance.

Résultat 4/ Effet 4 : Les populations ont accès à des régimes alimentaires variés, sûrs et nutritifs pour une nutrition adéquate tout au long de leur vie.

- Produit 4.1. : Des environnements favorables à la promotion de l'alimentation saine (sûre et nutritive) comprenant la promotion et l'utilisation d'outils d'analyse et d'optimisation des régimes, guides alimentaires et l'élaboration des normes sont créés.
- Produit 4.2. : Les capacités des institutions nationales et autres structures sont renforcées en matière de normalisation, certification et sécurité sanitaire des aliments.
- Produit 4.3. : Les capacités nationales pour la transformation agroalimentaire, la production locale de produits nutritionnels spécialisés (actuellement importés) et le développement des filières locales de produits fortifiés dans le respect des normes et règlements du Niger sont renforcées.
- Produit 4.1.4. : Les populations et les communautés les plus vulnérables, particulièrement les femmes, les jeunes et les personnes avec les besoins spécifiques bénéficient d'une alimentation équilibrée et diversifiée pour améliorer leur état nutritionnel.

Résultat 5 /Effet 5 : La coordination, le partenariat, le suivi et évaluation, et la capitalisation sont assurés (résultat transversal).

- Produit 5.1. : Les mécanismes de pilotage et de coordination multisectoriels sont mis en place et fonctionnent.
- Produit 5.2. : Le suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage est effectif.
- Produit 5.3. : Les actions de visibilité, de plaidoyer et de mobilisation des ressources sont réalisées.
- Produit 5.4. : Les partenariats stratégiques et opérationnels sont développés.

Activités/interventions

Les ministères sectoriels et les agences des Nations Unies au Niger s'engagent à mutualiser les efforts pour une transformation profonde du système alimentaire en mettant en œuvre des initiatives innovantes et durables qui sont conformes aux normes en vigueur au Niger. Ces actions visent à restaurer les bases productives et valoriser leur potentiel d'irrigation et de production agrosylvopastorales, apicoles et halieutiques. Cela en vue d'accroître la résilience des communautés aux chocs naturels dont ceux climatiques, renforcer la sécurité alimentaire, fournir des aliments nutritifs, sûrs et abordables aux populations tout au long du cycle de vie et améliorer les conditions de vie des populations y compris les plus vulnérables. Trois principaux axes stratégiques ou composantes structurent ce programme : (i) Gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes, (ii) Renforcement de la résilience des populations vulnérables et (iii) Promotion des systèmes alimentaires durables et résilients pour une insertion socio-économique et une nutrition adéquate.

Composante 1 : Gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes

- ***Régénération et valorisation des terres***

Le PASA-NIGER poursuit l'objectif de restauration des bases productives et leur valorisation. Dans ce cadre, une cartographie des terres dégradées et des terres potentiellement irrigables dans chaque région sera réalisée en utilisant des données fiables et actualisées via des enquêtes et/ou la télédétection. Sur une période de 3 ans, 324 000 hectares de terres traitées et valorisées par les productions agrosylvopastorales, apicoles et halieutiques sont ciblées dont 105 600 pour les traitements de terres dégradées, 24 000 ha pour la fixation des dunes et la protection des écosystèmes sensibles ; 135 000 pour la régénération naturelle assistée (RNA), 12 000 pour la lutte contre les plantes envahissantes terrestres et 2400 pour la lutte contre les plantes envahissantes aquatiques, et 45000 ha de restauration des terres de pâturages. Ces interventions toucheront environ 1 800 000 bénéficiaires avec au moins 10 % des terres mises en valeur par les femmes et les jeunes dans le cadre de l'initiative de la Grande Muraille Verte. Cette composante sera mise en œuvre par les approches HIMO, permettant la création des emplois décents, notamment pour les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables. Le programme soutiendra la réalisation de 150 Planifications communautaires participatives (PCP) pour renforcer les capacités communautaires de gestion durable des ressources naturelles et le développement durable des moyens d'existence agricoles.

Il contribuera à développer et mettre en œuvre des plans d'investissement pour l'exploitation agricole, pastorale ou halieutique avec des techniques d'agriculture sensible au climat (Climate-Smart Agriculture) sur les sites restaurés/aménagés.

- **Promotion des bonnes pratiques agrosylvopastorales, apicoles et halieutiques**

Le programme appuiera au moins 12 institutions impliquées dans les activités de recherche pour le développement (R4D) sur l'agriculture climato-sensible et la

vulgarisation des résultats, puis soutiendra la collecte des données pour définir les capacités à renforcer auprès des acteurs à travers les structures d'appui-conseils aux producteurs et autres acteurs des exploitations. Sur la période de 3 ans, le programme contribuera à la vulgarisation d'au moins 36 bonnes pratiques identifiées et à la promotion d'au moins 6 variétés améliorées de semences résistantes à la sécheresse en lien avec les chaines de valeur agricoles pour favoriser la diversification des cultures.

- **Aménagement des terres de pâturage et espaces verts y compris les couloirs de transhumance**

A l'aide des données fiables et actualisées-via des enquêtes et/ou la télédétection (remote sensing) et en vue de capter l'évolution dans le temps, le programme contribuera à cartographier et sécuriser au moins 45000 ha de pâturage et 1350 km de couloirs de passages, aménager 150 ha d'espace vert (bois/bosquets villageois / aménagements paysager urbains) sur la base des besoins et des données cartographiques, puis construire ou réhabiliter au moins 54 points d'eau et aménager et protéger au moins 9 sous-bassins versants dans les régions ciblées sur la base d'une analyse de données topographiques, du couvert végétal et de changement climatique. Le programme appuiera également le renforcement des textes pour garantir la sécurisation des espaces verts, ainsi que le suivi de l'évolution et le ciblage des investissements de façon territoriale/stratégique afin de sécuriser les aires de pâturage et les couloirs de passage ainsi que les points d'eau.

- ***Prévention et gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles***

Le programme appuiera le renforcement des mécanismes locaux et les efforts nationaux et régionaux en matière de prévention et de gestion des conflits liés à l'accès et à la gestion des ressources naturelles, la mise en place des systèmes locaux d'information et d'alerte précoce pour prévenir les conflits et assurer un suivi territorial national à travers l'harmonisation des données (alerte précoce, couvert végétal, etc.) dans un outil décisionnel global et renforcer les capacités des acteurs (cadres, les autorités locales, les communautés, cadre de dialogue, cadre de concertation….) sur la prévention et la gestion des conflits, et la vulgarisation des textes en matière de prévention et gestion de conflits (code rural, politique foncière rurale, schémas d'aménagement foncier, loi sur le pastoralisme pour la prévention et gestion des conflits, etc.) y compris au cours de la transhumance transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma par la promotion et le renforcement du dialogue social inclusif et participatifs.

- ***Mobilisation et gestion des eaux souterraines et de surface***

Le programme appuiera l'élaboration et la mise en œuvre des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des bassins et sous bassins identifiés dans les régions cibles, soutiendra l'élaboration des projets techniques détaillés des interventions prioritaires de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ;

Le PASA-Niger facilitera la formation d'au moins 150 cadres des régions sur l'utilisation des logiciels d'application, de collecte et de traitement de données terrain et satellites et de conception des ouvrages (dimensionnement des systèmes de pompage solaires, ouvrage de mobilisation des eaux, fond topo, carte thématique...) et l'accompagnement d'environ 6000 producteurs/ acteurs de la grande et petite irrigation à travers l'Ingénierie sociale (information/sensibilisation, organisation de producteurs, formation en vie associative, en techniques de production agricole…..) afin d'améliorer l'irrigation des cultures et l'accès à l'eau pour le bétail (contribuant d'ailleurs à réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs, éleveurs-éleveurs) et le développement de l'aquaculture. Ces aménagements serviront de support pour la promotion du travail décent.

- **Renforcement des capacités des communes et des communautés en matière d'adaptation et atténuation du changement climatique.**

Le programme soutiendra le développement des mécanismes pour accroitre le financement de l'adaptation climatique au niveau local de 58 communes (intégration du CC dans les PDC, subvention de la résilience climatique basée sur les performances, utilisation des données précises et de qualité en lien avec les territoires et le couvert végétal, etc.) et le renforcement des connaissances d'environ 30000 acteurs locaux/communaux sur les mesures d'adaptation et mitigation au CC et leur incorporation dans la planification, la cartographie et la budgétisation des collectivités locales, incluant une meilleure prise en compte des besoins des femmes et des jeunes dans les mesures d'adaptation et les plans d'investissements communaux relatifs au climat à travers la planification et la budgétisation sensible au genre.

Composante 2 : Renforcement de la résilience des populations vulnérables

- ***Promotion des approches intégrées de résilience :***

Des approches convergentes et intégrées de la résilience communautaire à base territoriale et pilotées par la communauté seront mises à l'échelle y compris dans les zones de forte concentration de populations déplacées pour renforcer l'autonomie des populations vulnérables incluant les réfugiés et déplacées internes, réduire l'empreinte humanitaire, renforcer la cohésion sociale, prévenir les conflits et contribuer à la recherche de solutions durables (Triple Nexus, initiative Flagship).

Cela inclus l'appui pour la mise en place et/ou la redynamisation de 6612 organisations communautaires/villageoises des femmes et jeunes leaders, la dotation de 2204 organisations communautaires des femmes en activités génératrice des revenus -AGR- (agriculture, élevage, pisciculture, transformation agroalimentaire à base communautaire, etc.), l'installation d'au moins 5 fermes agricoles communautaires intégrées (FACI) avec pour ambition d'atteindre 28 FACI à et l'appui à 58 communes pour la mise en place des cadres communaux de concertation de l'approche Nexus Urgence-Développement et paix et l'intégration des aspects de réduction des risques de catastrophes dans leurs PDC.

- **Filets de protection sociale adaptatifs aux chocs pour protéger les personnes les plus vulnérables (petits exploitants, les femmes et les jeunes).**

Le programme (PASA-NIGER) soutiendra les efforts en cours pour le développement d'un mécanisme harmonisé de protection sociale (Régime Social Unifié -RSU-, protection sociale adaptative, assurance climatique, et autres initiatives) pour 1 million de personnes vulnérables, y compris les petits exploitants agricoles et les femmes. Il permettra à au moins 214 000 ménages de bénéficier de transferts inconditionnels et kits AGR comme mesure de protection sociale adaptative pour améliorer leur résilience aux chocs naturels avec une ambition d'atteindre 428 000 ménages, tout en soutenant au moins 17 400 ménages vulnérables au moyen des initiatives de CASH for Work (CFW) à travers des travaux de haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour réhabiliter des infrastructures communautaires endommagées par des catastrophes naturelles.

- **Renforcement de la gestion des risques de catastrophes, des actions anticipatoires et des systèmes d'alerte précoce.**

Le PASA-NIGER contribuera à la dynamisation des systèmes d'alerte précoce au niveau local (SCAP-RU, OSV) de 58 communes les plus à risque de catastrophes naturelles et au renforcement des mécanismes de prévention de gestion des catastrophes pour protéger les ménages vulnérables aux aléas climatiques en leur fournissant des informations et outils en temps utiles et en appuyant des actions anticipatoires. A cet égard, au moins 52 200 ménages seront soutenus face au risque de choc (sécheresse/ inondation) avec des actions anticipatoires créatrices d'emploi à travers des initiatives à haute intensité en main d'œuvre (HIMO) avec pour ambition d'atteindre 174 000 ménages, soit plus de 1,2 millions de bénéficiaires. Le PASA-NIGER contribuera à sensibiliser et renforcer les capacités de 1000 acteurs de divers secteurs (public, privé, société civile et communautés locales) sur la réduction des risques des catastrophes (RRC) en lien avec leurs territoires, ainsi que 1000 acteurs agricoles (producteurs, décideurs etc.) sur la promotion de l'assurance agricole.

- **Création des opportunités d'emplois verts par la promotion des technologies locales de construction et de réhabilitation des infrastructures en soutien au secteur agricole et résilientes aux changements climatiques :**

En lien avec la gestion des risques de catastrophes, les actions anticipatoires et à travers les investissements infrastructurels, 3000 opportunités d'emplois respectueuses des normes et droit au travail seront offertes aux femmes et jeunes dans la réalisation des infrastructures de transport (piste rurale 200km) et l'écoconstruction des ouvrages de stockage/séchage. Les capacités de 3000 personnes seront renforcées au fil des travaux de construction et de maintenance des ouvrages résilientes au climat à travers l'approche chantier école ainsi que dans l'utilisation des matériaux locaux et le savoir-faire local. Environ 30 PME locales et coopératives seront également formées et/ou structurées pour la maintenance des ouvrages et l'utilisation des approches HIMO ; 10 centres de formation professionnelle et instituts seront accompagnés dans la prise en compte des

approches intensives d'emplois intégrant la promotion des ressources locales dans la maintenance et la construction.

- ***Réponse humanitaire d'urgence***

Une assistance humanitaire d'urgence et temporaire sera fournie à au moins 2,5 millions de personnes en réponse aux crises (alimentaires et autres catastrophes) en appui au dispositif national de réponse dans les régions où les populations vulnérables seront identifiées. A cet égard, plus de 16 800 ménages dont au moins 5060 ménages dans la phase de démarrage du PASA-NIGER seront soutenus avec une assistance d'urgence non alimentaire comprenant des abris et autres équipements essentiels ou de première nécessité.

- ***Accès à une alimentation de qualité pour les populations vulnérables en situation d'urgence :***

Le PASA-NIGER appuiera la promotion de l'offre alimentaire en produits nutritifs et stimulera la demande pour la diversification de la production locale (incluant la création de la demande institutionnelle et communautaire) pour renforcer la résilience et prévenir la malnutrition. A cet égard, 580 foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle (FARN) seront mis en place ou soutenus et près de 2,5 millions de personnes (mères, pères et responsables d'enfants) seront sensibilisés sur les bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant pour soutenir la création de la demande et de l'offre alimentaire institutionnelle et communautaire.

Le PASA-Niger appuiera 60 000 ménages qui seront également sensibilisés à travers des initiatives de communication et éducation nutritionnelle et soutenus pour une offre diversifiée de produits alimentaires locaux y compris fortifiés, incluant le développement d'initiatives locales de diversification de l'alimentation dont les repas communautaires subventionnés (e-voucher).

Le PASA-NIGER appuiera aussi 150 000 ménages dans l'innovation agricole à travers le développer des activités d'agriculture et de pisciculture hors sol et 300 000 ménages pour des activités des jardins de case et jardins communautaires.

Composante 3 : Promotion des systèmes alimentaires durables et résilients pour une insertion socio-économique et une nutrition adéquate

- ***Développement des chaines de valeur pour la création d'emplois Agricoles :***

Le PASA-NIGER facilitera l'accès des femmes et des jeunes à l'entreprenariat agricole à travers le développement des chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques : (i) chaines de valeur agricoles (Riz, blé, maïs, mil, sorgho, niébé, arachide, pomme de terre, oignon, tomate, poivrons, fruits et légumes) ; (ii) chaines de valeur animales et halieutiques (Lait, bétail-viande-cuirs et peaux, volaille et œufs, poisson) ; (iii) chaines de valeur forestières en particulier les produits forestiers non ligneux (PFNL) [feuilles de Moringa- « *Moringa oleifera* », gomme arabique, miel, poudre de Gawasa (*Neocarya macrophylla*) farine de fruit de Anza « Boscia Senegalensis », poudre de Dorowa (*Parkia*

biglobosa) fruit de Marula « *Sclerocarya birrea* ») . A cet égard, le PASA-NIGER aidera à organiser et structurer les acteurs des chaines de valeur en lien avec les zones de production et les infrastructures de transport, ainsi que les zones de consommations ou de besoin (selon les données de production, prix, demande). Dans la phase de démarrage, environ 400 000 ménages seront appuyés avec semences améliorées de production pluviales et 115 200 ménages pour les cultures maraichères.

Le PASA-NIGER soutiendra les efforts de production et livraison à temps- des intrants agricoles et zootechniques grâce à l'inventaire, puis à la réhabilitation ou construction des infrastructures adaptées aux chaines de valeurs sélectionnées (routes/piste rurales, marchés, abattoirs, magasins de stockage, magasins d'intrants, plateformes de services aux producteurs, etc.) et au renforcement des capacités techniques et opérationnelles de plus de 58 000 acteurs des chaines de valeur (dont 11 700 dans la phase de démarrage) au moyen d'équipements innovants et adaptés et à une formation adéquate (soft skills, développement personnel, formations techniques, éducation financière, etc.).

En plus de sa contribution au renforcement des dispositifs de contrôle de qualité des produits agrosylvopastoraux et halieutiques et au dispositif de certification et labélisation, le PASA-NIGER soutiendra les initiatives de recherche pour le développement (R4D) et la vulgarisation des résultats de la recherche et de l'innovation en vue de leur application par les exploitants Agricoles.

Enfin, le PASA-NIGER contribuera à promouvoir la culture fourragère, le renforcement de la santé vétérinaire, des capacités techniques/managériales des réseaux des services vétérinaires de proximité ; la promotion de la culture irriguée, la multiplication de semences améliorées, des semences climato-résilientes, des variétés des semences riches en micronutriments et des variétés adaptées à la bio fortification et à la transformation ; le renforcement des capacités en techniques d'agriculture intelligente face au climat et lutte biologique contre les maladies et ravageurs des cultures basée sur une approche territoriale.

- ***Formation et insertion des femmes et des jeunes dans les métiers ruraux*** :

Avec l'appui du PASA-Niger, au moins 12000 personnes dont 6000 jeunes et 6000 femmes seront formés et intégrés dans des métiers ruraux à travers le développement des chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques, 2000 agro-pasteurs dont 1000 dans la phase de démarrage seront formés à l'innovation digitale et à l'agrobusiness. Le PASA-NIGER soutiendra également la promotion des foires et salons paysans (Festimil, semaine du paysan et semaine PFNL) et le renforcement des capacités des exploitants agropastoraux pour une agriculture intensive à travers la promotion de techniques et technologies durables, ainsi que l'accès et l'utilisation des intrants pour booster la productivité.

- ***Gestion des risques de pertes post-récolte et post-production :***

Le programme appuiera l'amélioration des techniques de conservation de transformation et de stockage, la structuration des producteurs, l'inclusion financière (accès au crédit, facilités de financement, amélioration de gestion financière) et l'accès aux marchés, ainsi que la construction, la réhabilitation et l'amélioration d'infrastructures résilientes (routière, stockage, chaine de froid, aires d'abattage, marchés, fours Thiaroye, plateformes de services intégrés) dans les zones rurales prioritaires, notamment 396 km de route/pistes rurales, 18 marchés de demi-gros et 29 centres de collecte construits. Le PASA-NIGER contribuera aussi à promouvoir un système de warrantage pour des produits agricoles sélectionnés.

- ***Accès amélioré* aux technologies basées sur les énergies renouvelables génératrices d'emplois verts et sensibles au genre.**

Le PASA-Niger aidera à identifier les métiers verts émergents et mettre en place des programmes de formation adaptés pour faciliter l'introduction de technologies basées sur les énergies renouvelables et la génération d'emplois verts et sensibles au genre, à chaque étape de la chaîne de valeur et renforcement des capacités de la plate-forme verte des femmes GMV. A cet égard, le programme soutiendra le renforcement des capacités et fourniture d'équipements à 166 600 ménages dont 8333 ménages dans la phase de démarrage pour l'utilisation des énergies vertes (charbon vert à base des plantes envahissantes et des résidus de cultures, biogaz, solaire) dans les différents maillons des chaines de valeur et au niveau domestique, y compris dans les zones en situation d'urgence, renforçant ainsi l'autonomie énergétique et économique.

Le PASA-Niger appuiera également la vulgarisation des foyers améliorés et du gaz domestique en milieu rural pour 487 300 ménages dont 97 500 ménages au cours de la phase de démarrage ménages.

- ***Promotion et renforcement de l'approche intégrée « One Health » (Une seule Santé)***

Le PASA-NIGER contribuera aux efforts de coordination des actions entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale,

Y compris dans les zones transfrontalières et durant la transhumance pour mieux prévenir et gérer les crises sanitaires et réduire les conflits liés aux contrôles zoo-sanitaires et de contamination des animaux. Cela inclut le renforcement des capacités du système de surveillance épidémiologique des maladies animales prioritaires avec un focus sur les 8 zoonoses et groupes de zoonoses priorisés et du dispositif de lutte contre la résistance aux antimicrobiens afin de limiter leurs impacts sur les productions animales et sur la santé publique à travers la formation et l'équipement d'au moins 240 techniciens, 240 agents communautaires et 600 acteurs des chaines de valeur des productions animales (lait, aviculture, bétail-viande) et la réhabilitation des 264 aires d'abattages).

- ***La création d'environnements favorables et la promotion de l'alimentation saine (sûre et nutritive)***

Le PASA-Niger soutiendra la promotion et l'utilisation d'outils d'analyse et d'optimisation des régimes alimentaires, l'élaboration des normes, guides et autres outils de promotion de l'alimentation saine (recommandations alimentaires nationales, Guide alimentaire, cartes de disponibilité saisonnière des aliments par région, table de composition des aliments) ; la création de demande pour les aliments nutritifs ; l'appui aux politiques et stratégies, à la coordination multisectorielle, aux systèmes d'information et de suivi ; le développement des curricula de formation en nutrition ou d'intégration de la nutrition dans les formation existantes.

- ***Renforcement des capacités en matière de normalisation, certification et sécurité sanitaire des aliments***

Le PASA-NIGER contribuera à renforcer les capacités des institutions nationales en charge de la normalisation, certification et du contrôle qualité dont au moins un laboratoire pour accréditation aux normes nationales et internationales afin de permettre au Niger de combler les insuffisances en normes nationales sur les aliments, faciliter l'accès aux normes alimentaires aux producteurs locaux et permettre aux consommateurs un accès aux produits de qualité et conformes aux normes en vigueur. A cet égard. Le programme aidera aussi à sensibiliser et former au moins 560 acteurs de l'alimentation scolaire (enseignants, élèves, fournisseurs des cantines, vendeurs d'aliments, etc.) et d'autres acteurs des chaines de valeur agroalimentaires (PME, PMI, coopératives, OP) et les consommateurs sur les questions de sécurité sanitaire des aliments (SSA). Cela comprend aussi le renforcement de la surveillance intégrée des maladies d'origine alimentaire et la réponse incluant la mise en place des plateformes d'information, outils et mécanismes de coordination multisectorielle pour prévenir et réduire les risques sanitaires liés aux aliments.

- ***Promotion de la transformation agroalimentaire, la production locale de produits nutritionnels spécialisés (actuellement importés) et le développement des filières locales de produits fortifiés***

Le PASA-NIGER aidera à réaliser un inventaire des aliments localement produits, puis cartographier les zones de production alimentaires et les unités/ infrastructures de stockage, transformation, commercialisation et les infrastructures de transports existants dans une approche territoriale cohérente. Il appuiera les efforts en cours avec la création de 40 unités de transformation agroalimentaires (artisanale, semi-industrielle ou industrielle) dont 16 dans la phase de démarrage dans les zones d'intervention du programme en lien avec les chaines de valeur ciblées. Le PASA-NIGER appuiera le renforcement des capacités nationales pour la production locale conforme aux normes et règlements en vigueur au Niger de produits nutritionnels spécialisés (actuellement importés) et le développement des filières de produits fortifiés basés sur la production locale.

A cet égard, le programme soutiendra les initiatives nationales de production d'aliments nutritifs locaux transformés à large échelle avec la mise en place d'au moins une unité de production industrielle des produits nutritionnels fortifiés pour renforcer les efforts de prévention et prise en charge de la malnutrition. A l'échelle communautaire, le PASA-Niger soutiendra également les efforts en cours du Gouvernement et des partenaires avec la mise en place de 48 unités de production des farines infantiles fortifiées (FIF) dont 25 dans la phase de démarrage, ainsi que 16 unités de production d'autres produits nutritionnels fortifiés dont 8 dans la phase de démarrage.

Cela aidera à valoriser les produits locaux dans le respect des normes et règlements en vigueur au Niger et générer des emplois durables pour les jeunes et les femmes En outre le programme contribuera à l'encadrement de 1000 acteurs de la transformation agro-alimentaire et facilitera insertion professionnelle dans les unités de transformation en développant des formations adaptées aux chaines de valeurs porteuses.

Le PASA-Niger appuiera aussi au moins 3 institutions universitaires ou de recherche pour renforcer les capacités nationales en expertise en sciences alimentaires et industries agroalimentaires (mise à niveau et formation continue des experts, formation professionnelle /qualifiante en collaboration et synergie avec Programme phare Education) et la promotion de ces produits à travers des soutiens à la consommation (i.e. vente modéré, e-voucher à la consommation).

- ***Amélioration de la demande et de l'accès à l'alimentation de qualité*** :

A travers plusieurs initiatives, le PASA-NIGER va promouvoir l'alimentation saine et faciliter l'accès aux aliments diversifiés et nutritifs aux populations vulnérables (femmes, jeunes, personnes avec besoins spécifiques) pour une nutrition adéquate.

Cela inclut :

- **Le soutien à la petite agriculture familiale des ménages vulnérables** à travers le renforcement le renforcement des capacités des ménages pour la production d' aliments nutritifs grâce aux infrastructures construites/réhabilitées et à l'appui en kits d'intrants agricoles (semences, engrais, produits phytosanitaires) pour les cultures sous pluie, le maraichage (jardins de case, communautaires), l'appui d'intrants zootechniques pour le petit élevage (petits ruminants, aviculture, aquaculture) et autres appuis notamment pour les greniers féminins de soudure et la transformation agroalimentaire à petite échelle. Ce soutien cible 31 500 ménages dans la phase de démarrage (avec une ambition d'atteindre 450 000) incluant les ménages appuyés pour des activités d'agriculture et de pisciculture hors sol.
- **Le soutien à l'alimentation scolaire** pour faciliter le maintien et l'extension progressive du programme d'alimentation scolaire ciblant au moins 400 000 enfants et adolescents au démarrage avec une ambition d'atteindre 800 000 d'ici la fin de la phase initiale afin de soutenir l'offre alimentaire de qualité et l'achèvement scolaire des enfants, en particulier des filles adolescentes.

- **<u>Le soutien à l'Initiative premiers aliments de l'enfant</u>** pour renforcer la promotion des aliments de complément diversifiés conformes aux normes et soutien aux initiatives de productions locales des aliments de complément pour les jeunes enfants. Le programme cible 200 000 ménages dont 100 000 dans la phase de démarrage.

e. Groupes cibles, couverture géographique et durée du programme.

<u>Groupes cibles</u>

Les cibles et les bénéficiaires des interventions du présent programme concernent l'ensemble des actions prioritaires conjointement retenues entre le SNU et les institutions gouvernementales. Les principaux bénéficiaires des interventions : les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle y compris les personnes déplacées internes, les communautés exposées aux risques de chocs naturels dont ceux liés au changement climatique, les exploitants agricoles à tous les maillons des chaines de valeurs des produits agrosylvopastoraux, apicoles et halieutiques, les institutions publiques aux niveaux national et infranational. Les cibles spécifiques sont incluses dans la description des activités et interventions du programme.

<u>Ciblage géographique</u>

Le programme cible le niveau national. Toutefois, dans la phase de démarrage du programme, une priorisation sera faite sur des zones d'intervention en tenant compte des informations réellement disponibles en alignement aux priorités et programmes étatiques, du réalisme d'opérationnalisation, des capacités opérationnelles, ainsi que des financements disponibles et mobilisables.

- Les régions d'Agadez, Zinder, Diffa et certaines parties de Tahoua, où des investissements accrus dans la production animale et la transformation agroalimentaire ainsi que dans le commerce alimentaire transfrontalier seraient pertinentes.
- Les régions de Tahoua, Zinder, et Maradi sont des zones où l'investissement dans la transformation agroalimentaire et le commerce alimentaire est nécessaire, avec un fort potentiel de développement des chaînes de valeur agricoles.
- Les régions de Maradi, Dosso et Tillabéri, Zinder considérées comme les principaux greniers agricoles du Niger, nécessitent davantage d'investissements dans la valeur ajoutée, les infrastructures de stockage/conditionnement, et le commerce transfrontalier.
- Zone du Liptako-Gourma : Cette zone partagée par le Niger (Tillabéri), le Burkina Faso et le Mali est une région stratégique pour promouvoir le commerce transfrontalier, notamment dans les produits agricoles et d'élevage, renforcer la coopération économique régionale en facilitant la libre circulation des biens et des personnes et renforcer la gestion et prévention de conflits liés) la gestion des ressources naturelles, dont la transhumance transfrontalière ;

- Les régions frontalières du Nigéria, l'Algérie et la Libye constituent également un vivier important de développement et de diversification du commerce transfrontalier des produits ASPH du Niger ;
- Couverture nationale pour la promotion du 'One Health' avec un accent particulier pour les régions de Tillabéri, Dosso, Tahoua, Maradi, Zinder, Agadez et Diffa qui sont les principaux axes de transhumance et du nomadisme.

Durée du programme

Le Programme dans la phase initiale durera 3 ans (2025-2027) et à moyen terme jusqu'en 2030

V. Stratégie de mise œuvre

a. Agences de mise en œuvre

Les partenaires clés qui seront impliqués dans le pilotage et la mise en œuvre du PASA-NIGER incluent :

- **Gouvernement du Niger** : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAGEL), Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de de l'Environnement (MHAE), Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales (MSP/P/AS), Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des catastrophes (MAH/GC), Ministères en charge de l'Éducation, de la formation professionnelle, de la recherche, de l'innovation, Agence Nigérienne de Normalisation, de Métrologie et de Certification (ANMC), l'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles (ONAHA) et Dispositif National de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA).
- **Agences des Nations Unies** : FAO, FIDA, PAM, UNICEF, UNDP, ONUFEMMES, OMS, HCDH, HCR, UNCDF, OCHA, UNFPA, OIM, ONU Habitat, OIT.
- **Institutions Financières Internationales (IFI)** : Banque Mondiale, Fonds Vert pour le Climat (GCF), BAD, BID BOAD, BIDC, FIDA, PBF.
- **Secteur privé** : Chambre de commerce et de l'industrie du Niger (CCIN) Coopératives agricoles et organisations des producteurs, entreprises de transformation agroalimentaires.
- **Société civile** : ONG locales et internationales, RECA, groupements féminins, associations des consommateurs
- **Recherche** : INRAN, Agrhymet, les universités et instituts de recherche (UMA, UTA, UAM, ICRISAT)
- **Partenaires techniques et financiers (incluant coopération bilatérales et multilatérales) :** USAID, Feed the Future, INTPA/DUE, ENABEL, GIZ…

b. Partenariats et synergie avec d'autres projets, programmes et initiatives.

Le programme d'appui à la souveraineté alimentaire du Niger (PASA-NIGER) nouera des partenariats avec les autres projets et programmes y compris les autres programmes phares (Education, Jeunesse-emplois et Gouvernance) co-construits entre le Gouvernement et le système de nations Unies (SNU), ainsi que les différents projets en cours d'exécution sous financement du SNU afin de développer les synergies et complémentarités d'actions.

Par rapport au programme « Education », les synergies d'actions seront recherchées à travers i) le volet alimentation scolaire avec la promotion des achats locaux auprès des organisations paysannes pour approvisionner les cantines scolaires en aliments sains, nutritifs et fortifiés en vue de contribuer à améliorer l'accès à une alimentation de qualité en milieu scolaire et de faciliter l'achèvement scolaire, en particulier pour les jeunes filles adolescentes ; ii) le volet didactique avec introduction des thèmes sur l'éducation nutritionnelle et la pratique des jardins scolaires ; iii) le volet formation technique et professionnelle et formation continue avec notamment le développement de l'expertise spécialisée en technologie agroalimentaire, la revue des curricula de formation des professionnels de la nutrition, l'intégration de la nutrition et de l'agrobusiness dans les programmes de formation universitaires (santé, agronomie, sciences des aliments) et les écoles et instituts de formation technique ou professionnelle telles que l'Institut Pratique de Développement Rural (IPDR) de Kollo.

Concernant le programme « Jeunesse et Emploi », les synergies d'actions couvriront entre autres, les volets liés à i) la structuration des acteurs des chaines de valeur agrosylvopastorales, apicoles et halieutiques y compris les jeunes en renforçant leurs capacités managériales et technico-économiques afin qu'ils puissent créer des emplois verts et générer des revenus décents et ii) l'accompagnement des jeunes pour identifier et postuler aux opportunités de financement dans les projets et initiatives du développement rural.

Pour ce qui est du programme « Gouvernance », les synergies d'actions toucheront les volets de i) plaidoyer et mobilisation sociale des structures locales en faveur des pratiques agropastorales durables, résilientes aux changements climatiques, utilisant les technologies climato intelligentes et garantissant une gestion des ressources naturelles (terres et eau) et les éventuels conflits liés à leur exploitation.

L'objectif de transformation des systèmes alimentaires et l'adaptation au changement climatique poursuivit par le PASA-NIGER sera soutenu par plusieurs projets. Sans être exhaustif, les projets identifiés incluent :

- **Les projets financés par la Banque Mondiale** notamment le *Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest* (FRSP), le *Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel* (PRAPS II), le *Projet de développement urbain intégré et de résilience multisectorielle* (P175857) et *l'Initiative pour l'alerte aux risques climatiques* (CREWS) qui contribuent à renforcer la résilience alimentaire, pastorale et communautaire. A ceux-ci s'ajoutent le *Projet Filets Sociaux Adaptatifs Phase* II (PFSA 2) qui soutient les populations vulnérables et le *Programme d'Appui au développement des Cultures*

Irriguées et à l'Intensification de la Production Animale (PACIPA/LAMP) qui améliore la compétitivité des chaînes de valeur agricoles, essentiel pour la transformation agroalimentaire ; le *Projet de Gestion Intégrée des Paysages* (PGIP) dont l'objectif est d'accroître le développement des pratiques de restauration durable des paysages par rapport au climat et augmenter l'accès aux opportunités de revenus dans les communes d'intervention du projet.

- **Les projets financés par la Banque Africaine de Développement (BAD)** tels que le *Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le Bassin du Niger* (PIDACC/BN) et la phase 2 du *programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au sahel* (P2-P2RS) qui favorisent l'agriculture intelligente face au climat et la résilience alimentaire dans le Sahel.
- **Les projets financés par la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD)** comme le *Projet de Renforcement de La Résilience de L'Agriculture face au Changement Climatique* (PRRACC-Niger) qui appuie l'adaptation des systèmes agricoles au changement climatique.
- **Les projets financés par la Banque Islamique de Développement (BID)** notamment le *Programme Régional de Cartographie de la Fertilité des Sols en Afrique de l'Ouest* (PRCFS) et le *Programme Régional de Développement des Chaînes de Valeurs du Riz* (PDCVR-RRVCDP) qui soutiennent la gestion des sols et les chaînes de valeur du riz.
- **Les projets financés par le Fonds International pour le Développement Agricoles (FIDA)** tels que le *Programme de Développement de l'Agriculture Familiale* (ProDAF) et le *Programme de renforcement de la résilience des communautés rurales à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger* (PRECIS) qui renforcent la résilience des petites exploitations agricoles
- **Les projets de l'Initiative de la Grande Muraille Verte (GMV)** qui contribuent à la restauration et préservation des écosystèmes. Certaines de ces initiatives sont en cours de finalisation, notamment le projet porté par l'OIT « *Création d'emplois verts basés sur les technologies locales de restauration des terres dégradées et de lutte contre la désertification dans l'emprise de la Grande Muraille verte ».*

Les Ministères techniques et les agences des Nations Unies vont soutenir les différentes initiatives promues par les projets en facilitant la coordination multilatérale, le renforcement des capacités techniques, et l'intégration de pratiques Agricoles durables pour transformer durablement les systèmes alimentaires au Niger et les rendre plus durables, plus résilients et plus inclusifs.

Aussi, un partenariat inclusif avec les autorités nationales et locales, ainsi que des plateformes multi-acteurs regroupant les PTFs, le secteur privé et les ONG aux niveaux central et déconcentrés sera construit en vue de garantir une compréhension commune, une appropriation locale et la durabilité des actions.

Enfin, le PASA-NIGER présente une **dimension transfrontalière** en s'alignant sur les objectifs de la Grande Muraille Verte et en soutenant la gestion des ressources en eau

et la résilience dans le Sahel central. Il favorisera l'échange de bonnes pratiques et la coopération régionale en matière de résilience climatique et d'emploi pour les jeunes.

c. Budget

Plusieurs stratégies sont envisagées pour mobiliser les ressources y compris : réorientation des ressources et projets existants ('Repurposing') ; (i) plaidoyer pour la contribution du gouvernement du Niger aux initiatives clés des programmes phares, y compris des dons et prêts souverains à travers les Institutions Financières Internationales (IFI) ; (ii) mobilisation de nouvelles ressources auprès de partenaires bilatéraux et multilatéraux, à travers des efforts conjoints avec le gouvernement (INFF ou cadre de financement intégré) ; (iii) recours a certains fonds spécialisés des Nations Unies ; et (iv) l'établissement éventuel de fonds fiduciaires multi-donateurs (Multi-Partner Trust Fund - MPTF).

Budget prévisionnel 2025-2027 et budget acquis (mars 2025) du PASA-Niger

	Budget prévisionnel (2025-2027)					Budget acquis (mars 2025)		
Résultats	**Budget total (XOF)**	**Budget UN (XOF)**	**Budget total (USD)***	**Budget UN (USD)**	**% UN**	**Total (USD)**	**Gouv. Niger (USD)****	**SNU (USD)*****
Effet 1. : La gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes est améliorée.	227 973 400 000	85 211 460 000	**379 955 667**	**142 019 100**	37%	**23 196 925**	11 112 214	12 084 711
Effet 2. : La Résilience face aux chocs climatiques des populations les plus vulnérables y compris en zone fragile est améliorée grâce aux techniques et technologies adaptées	228 459 762 500	100 396 158 277	**380 766 271**	**167 326 930**	44%	**23 710 921**	-	23 710 921
Effet 3. : Des systèmes alimentaires durables et résilients facilitant l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes ainsi que la production d'aliments nutritifs tout au long de l'année sont développés.	240 944 225 000	55 495 055 000	**401 573 708**	**92 491 758**	23%	**35 109 820**	25 541 994	9 567 826
Effet 4. : Les populations ont accès à des régimes alimentaires variés sûrs et nutritifs pour une nutrition adéquate tout au long de leur vie.	188 030 550 000	36 724 200 000	**313 384 250**	**61 207 000**	20%	**5 707 586**	2 449 969	3 257 618
Effet 5. : La coordination le partenariat le suivi et évaluation et la capitalisation sont assurés (résultat transversal)	662 000 000	662 000 000	**1 103 333**	**1 103 333**	100%	**164 446**	-	164 446
Total	**886 069 937 500**	**278 488 873 277**	**1 476 783 229**	**464 148 122**	**31%**	**87 889 698**	**39 104 177**	**48 785 521**

VI. Modalité de mise en œuvre du programme

a) Gouvernance et disposition de mise en œuvre

Le mécanisme de gouvernance et de coordination est structuré en trois organes notamment i) le comité de pilotage et d'orientation stratégique (CPOS) des quatre programmes phares, ii) le comité technique (CT) du PASA-NIGER et iii) la cellule de coordination et de gestion (CCG) du PASA-Niger.

Le comité de pilotage et d'orientation stratégique (CPOS) des quatre programmes phares sera présidé par le Premier Ministre et co présidé par le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU) au Niger. Le comité de pilotage sera composé des ministères leads et des ministres sectoriels concernés par les quatre programmes phares, des agences du SNU co-lead et autres agences participantes, du coordonnateur de la cellule de suivi de l'action gouvernementale qui assure la fonction de rapporteur principal, des coordonnateurs des cellules de coordination des quatre programmes phares qui assureront la fonction de rapporteur en second pour chaque programme phare. Le comité de pilotage se réunit deux fois par an et est chargé de i) examiner et approuver les documents de conception des programmes phares notamment les cadres de résultats, les plans de travail et les budgets, ii) examiner, les besoins de mobilisation des ressources des programmes et soutenir les opportunités pour combler les gaps de financement, iii) examiner et approuver les rapports annuels basés sur les résultats des programmes phares et prendre les mesures pour renforcer l'efficacité et l'efficience des programmes phares.

Le comité technique (CT) du PASA-NIGER est composé des représentants des ministères techniques concernés, des représentants des agences du SNU participantes, du Coordonnateur de la cellule de coordination du PASA-NIGER qui assure la fonction de rapporteur principal. Le Directeur des études et de la programmation (DEP) du Ministère lead assure la fonction de rapporteur en second.

Le CT du PASA-NIGER sera présidé par le représentant du Ministère lead et co-présidé par le représentant de l'agence lead. Il se réunira quatre fois par an. Sans être exhaustif, le comité technique du PASA-NIGER (CT-PASA-NIGER) est chargé de : i) Examiner et valider le plan de travail et le budget annuel (PTBA) préparé par la coordination du PASA-NIGER, examiner les progrès accomplis, les enseignements et les bonnes pratiques, les ajustements effectués par l'équipe de coordination, ii) comparer les progrès réels aux résultats attendus et analyser les écarts, iii) apprécier la contribution du PASA-NIGER aux priorités des pays et aux cibles des ODD et iv) faciliter la résolution de tout défi externe auquel l'équipe de coordination du PASA-NIGER pourrait être confronté au cours du cycle de programmatique.

En un mot les membres du CT surveillent la mise en œuvre et l'obtention des résultats, tirent les leçons et font des propositions d'ajustements pour une plus grande efficacité du partenariat Gouvernement et Agences des Nations Unies.

La cellule de coordination et de gestion (CCS) du PASA-NIGER sera mise en place par le Ministère lead. La composition et les responsabilités de la CCS seront définies par arrêté du Ministre lead.

La mise en œuvre du PASA-NIGER débutera par une phase de planification stratégique et opérationnelle et une mobilisation des ressources financières. A cet effet, une stratégie de mobilisation sera mise en place à travers un cadre de concertation entre le Ministère lead et les agences co-lead**.** Ces partenaires engageront des actions conjointes de plaidoyer auprès des bailleurs de fonds potentiels. A cet effet, une note de plaidoyer intégrant le budget du PASA-NIGER sera élaborée et présentée lors d'une table ronde en précisant les ressources financières acquises et le gap à rechercher.

La mise en œuvre des actions et lignes budgétaires du PASA-NIGER est envisagée à travers deux catégories de dispositifs à savoir i) le dispositif géré par les Ministères techniques concernés et ii) le dispositif géré par les agences du SNU.

Les dispositifs gérés par les Ministères techniques sont constitués des unités de gestion des projets (UGP) placées sous leurs tutelles. En effet, les UGP mettront en œuvre des projets qui intègrent les actions et lignes budgétaires du PASA-NIGER. Elles rendront compte à la cellule de coordination et de gestion du PASA-NIGER par rapport aux niveaux d'exécution des actions ciblées et aux résultats atteints.

Les dispositifs des agences du SNU incluent le PAM/FAO (lead sur la résilience), la FAO/FIDA (lead sur l'agriculture climato intelligente, chaines de valeur et les systèmes alimentaires durables), le FIDA (financement agricole), l'UNICEF/OMS (nutrition), le PNUD (lead sur l'énergie), FAO/OMS (One Health).

Les responsabilités des Ministères sectoriels concernés et des agences du SNU lead dans la mise en œuvre des actions et des lignes budgétaires seront précisées dans les plans annuels d'activités. La cellule de coordination et de gestion assurera la cohérence et l'efficacité de la mise en œuvre.

Aussi, le PASA-NIGER présente une dimension transfrontalière en s'alignant sur les objectifs de la Grande Muraille Verte et en soutenant la gestion des ressources en eau et la résilience dans le Sahel central. Il favorisera l'échange de bonnes pratiques et la coopération régionale en matière de résilience climatique et d'emploi pour les jeunes.

Enfin, l'analyse approfondie menée par le Boston Consulting Group (BCG) dans le cadre de l'élaboration du Plan d'investissement pour la transformation des systèmes alimentaires dans les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) en collaboration avec les agences des Nations Unies et les partenaires régionaux, a permis d'identifier les principaux cas d'investissement pour relever les défis structurels du secteur agricole et alimentaire dans la région. Cette analyse a mis en évidence trois chaînes de valeur stratégiques essentielles au Niger : riz, mil, sorgho, bétail (viande et lait), niébé et poisson. Ces filières ont été sélectionnées pour leur potentiel à maximiser la sécurité alimentaire, promouvoir des régimes nutritifs et renforcer la souveraineté alimentaire. D'autres chaines de valeurs peuvent être introduite selon les zones agroécologiques et les ressources disponibles.

Le riz, bien que largement consommé, reste tributaire des importations en raison de sa production intensive en eau et de défis liés à l'irrigation. L'analyse propose d'investir dans des infrastructures modernes d'irrigation (kits solaires et goutte-à-goutte), d'introduire des

semences résilientes adaptées au climat et de moderniser les infrastructures de transformation (parboiling et broyage) pour réduire les pertes post-récoltes.

Le bétail, crucial pour l'apport en protéines animales, fait face à des coûts élevés de production et à des infrastructures inadéquates. Il s'agira établir des unités de production d'aliments pour animaux, à développer des services vétérinaires communautaires et à améliorer les infrastructures de stockage frigorifique, garantissant ainsi une meilleure accessibilité aux produits animaux.

Le sorgho/mil, des cultures de base résilientes au climat, jouent un rôle clé dans la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Le plan soutient la multiplication communautaire de semences améliorées, l'introduction de technologies de stockage hermétiques et la mécanisation à petite échelle pour augmenter les rendements.

L'analyse de BCG a également souligné l'importance d'interventions transversales pour amplifier l'impact des chaînes de valeur. Cela inclut la modernisation des routes rurales pour relier les zones de production aux marchés, la réduction des droits d'importation sur les intrants agricoles essentiels, et l'introduction de modèles financiers communautaires pour offrir des crédits abordables aux petits exploitants agricoles. Par ailleurs, des mesures telles que la certification des normes de qualité et la mise en place de mécanismes de sauvegarde des marchés renforceront la compétitivité des produits locaux tout en stabilisant leurs prix.

Ce programme adoptera une dimension régionale essentielle, en promouvant la coopération transfrontalière pour partager les ressources, les meilleures pratiques et les innovations technologiques. Cette approche, alignée sur la vision stratégique de l'AES, contribuera à la stabilité et à la prospérité régionale.

b) Suivi Evaluation

Le mécanisme de suivi-évaluation du PASA-NIGER sera piloté par la cellule de coordination et de gestion à travers son expert en suivi-évaluation qui assurera la fonction de consolidation des plans annuels de travail et des rapports semestriels d'activités. Le mécanisme de suivi-évaluation sera structuré en trois volets à savoir :

- Le volet suivi d'exécution à travers des missions conjointes de supervision régulières pour apprécier la qualité des investissements, les difficultés rencontrées et la satisfaction des bénéficiaires. Les aides mémoires des missions conjointes de supervision préciseront les principaux constats et recommandations ainsi que les accords convenus ;
- Le volet suivi des résultats à travers une collecte régulière des données qui permettront de renseigner les indicateurs d'effets/impact. Le volet suivi des résultats implique l'établissement d'une situation de référence, des situations annuelles (post distribution monitoring) et une situation finale (évaluation ex-post). Les activités de gestion des connaissances seront prises en compte dans le but de procéder à une mise à l'échelle des pratiques jugées efficaces et efficientes. Le suivi des résultats sera sanctionné chaque année par l'élaboration d'un rapport annuel consolidé axé

sur les résultats qui fournit les preuves sur les progrès vers l'atteinte des résultats définis dans le cadre des résultats ;

- Le volet organisation des revues annuelles, à constituent des moments privilégiés où toutes les parties prenantes (gouvernement, institutions publiques, société civile, partenaires techniques et financiers) se retrouvent dans le cadre d'un atelier pour apprécier les progrès enregistrés et formuler des recommandations afin de renforcer la performance du PASA-NIGER. La tenue de chaque revue sera précédée par l'élaboration de rapport d'évaluation qui sera produit par la cellule de coordination et de gestion du PASA-NIGER et validé par les membres du comité technique. Ce rapport d'évaluation servira de base d'échange entre les parties prenantes.

c) Responsabilité et gestion financière.

Les responsabilités et les modalités de gestion des fonds mobilisés dans le cadre du PASAN seront précisées dans les protocoles d'accords avec les bailleurs de fonds et en concertation avec les différentes parties prenantes principales, notamment les ministères et agences du SNU lead et selon le besoin exprimé pour la mise en œuvre des activités en prenant en compte les avantages comparatifs de chaque partenaire.

d) *Durabilité*.

La mise en œuvre des actions du PASA-NIGER prévoit un transfert progressif des connaissances, compétences et investissements aux acteurs locaux, notamment les sociétés coopératives, les entreprises de transformation, les producteurs et les autorités locales, pour une plus grande appropriation et garantir la continuité et durabilité des actions par ces derniers même après la période de mise en œuvre du programme. A cet effet, des stratégies de mise en œuvre des initiatives d'ingénierie sociale et de renforcement des capacités seront déployées au profit des acteurs locaux qui seront formés et encadrés pour gérer les infrastructures et poursuivre les actions entreprises de façon autonome et durable. Ainsi dès le début de la mise en œuvre du PASA-NIGER, l'accent sera mis sur l'appropriation par les communautés, pour qu'elles soient en mesure de maintenir les pratiques agroécologiques, assurer une gestion de qualité des infrastructures et utiliser les systèmes d'alerte précoce et mécanisme de réponse d'urgence.

Pour assurer la pérennité des résultats notamment dans le développement des chaînes de valeur agricoles, le PASA-NIGER s'appuiera sur des partenariats public-privés et des collaborations avec des institutions financières locales et internationales pour renforcer la mobilisation d'investissements privés. Le PASA-NIGER s'appuiera également sur des fonds climatiques et des initiatives de financement existantes pour renforcer et sécuriser les ressources nécessaires.

e. Analyse des risques

La mise en œuvre du PASA-NIGER tiendra compte des facteurs externes qualifiés de risques qui peuvent ralentir, limiter ou empêcher l'atteinte des objectifs préalablement fixés. A cet effet, les principaux risques identifiés et qu'il faut gérer à travers des mesures de mitigations sont ci-dessous présentés :

Les risques d'exacerbation des aléas climatiques (sècheresse, inondations, feux de brousse) peuvent affecter lourdement l'objectif de réduire la dépendance du pays aux importations alimentaires en augmentant la production locale conforme aux normes, en améliorant la productivité des petites exploitations, et en modernisant l'agriculture à travers des pratiques durables et l'intégration de nouvelles technologies. Pour mitiger ce risque, les unités de gestion des projets relevant du PASA-NIGER doit accorder une attention particulière à la mise à l'échelle des pratiques d'agroécologie et de CES/DRS.

Les risques de rétrécissement des opportunités de financement et de restriction du climat des affaires peuvent limiter les capacités i) de développement des chaînes de valeur agricoles et animales, ii) d'industrialisation des filières locales et iii) de création des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes. Un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour des reformes visant à améliorer le climat des affaires et le renforcement du dialogue multi acteurs y compris de haut niveau entre le Gouvernement, le SNU et les PTFs dont les bailleurs aideraient à mitiger ce risque.

Les risques de faible mobilisation des ressources financières à caractère humanitaire peuvent réduire les capacités d'actions des Ministères techniques et des agences du SNU pour renforcer i) la résilience des systèmes alimentaires face aux chocs climatiques récurrents, ii) la gestion durable des ressources en eau et en terres et iii) l'accès à des régimes alimentaires diversifiés et nutritifs pour les populations vulnérables (enfants et les femmes). Pour mitiger ce risque, il est important pour les partenaires du PASA-NIGER (Gouvernement et agences du SNU), de mener des actions conjointes de sensibilisation et plaidoyer auprès des bailleurs de financement humanitaire en mettons en avant les efforts de renforcement de la résilience des communautés et la nécessité de maintenir les financements humanitaires à des niveaux suffisants pour éviter les risques de dégradation et exacerbation de la situation, en particulier pour les réponses humanitaires d'urgence et temporaires.

f. Communication/diffusion des résultats du programme

Sur la base des informations collectées et rapportées à travers le mécanisme de suivi-évaluation, les Ministères techniques et les agences des Nations Unies développeront une stratégie de communication pour les programmes phares et des plans de communication à l'endroit de la population. Les différents supports médiatiques seront utilisés (médias classiques, réseaux sociaux, radios communautaires) pour véhiculer les messages sur les progrès enregistrés, les résultats obtenues, les bonnes pratiques à mettre à l'échelle mais aussi les mauvaises pratiques à éviter.

Les actions de communication seront conduites de manière conjointe entre les Ministères techniques et les agences des Nations Unies en se partageant les thématiques selon les avantages comparatifs de chaque partenaire.

Les communications sur différentes thématiques identifiées seront prises en charge conjointement par les Ministères techniques et Agences du SNU avec le support d'autres partenaires éventuels. Le lead par thématique, sans s'y limiter pourrait se faire comme suit : i) Thématique « Gestion durable des terre et des écosystèmes » : Ministère en charge de l'Environnement et PAM/FAO ; ii) Thématique « Résilience, alerte précoce, réponse d'urgence et actions anticipatoires » : Ministère en charge de l'action humanitaire et PAM/FAO/UNHCR, iii) Thématiques « Agriculture climato intelligente,

systèmes alimentaires durables et chaines de valeur » : Ministère en charge de l'agriculture et de l'élevage et la FAO/FIDA, iv) Thématique « financement agricole » par le Ministère en charge de l'agriculture soutenu par le FISAN et le FIDA iv) Thématique « alimentation saine et nutrition » par le Ministère en charge de la santé et UNICEF/OMS/FAO, v) Thématique « énergie verte, énergies renouvelables » par le Ministère en charge de l'énergie et le PNUD et vi) la thématique gestion des ressources naturelles par le Ministère en charge de l'environnement.

g. Annexes :

Annexe I. Cadre de résultats

Impact : Les populations du Niger renforce leur souveraineté alimentaire, améliorent leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, leurs moyens d'existence et leur résilience face aux chocs naturels et au changement climatique			
Indicateur	**Valeur de référence**	**Cible**	**Sources de vérification**
Indicateur 1 : Reduction des besoins Humanitaire mesuré par le nombre de personne en insécurité alimentaire aigue (CH phase 3+) pendant la période juin-Aout.	1,5 millions de personnes (CH nov 2024)	Reduction de 30%	Analyses CH
Indicateur 2 : Prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de 6-59 mois.	12,5% (SMART 2022)	<10%	Enquêtes SMART
Indicateur 3 : % de réduction des importations annuelles du Riz (quantité de riz importée en tonnes)	20% (INS, 2024)	30%	Rapport ministère commerce Base des données du commerce extérieur (INS)
Indicateur 4 : % de ménages ayant accès à une alimentation saine et nutritive abordable	<40% (FNG 2021)	>50%	Rapport FNG
Indicateur 5 : Niveau moyen du rendement agricole désagrégé par Cdv (Riz, Mil, Sorgho, niébé, arachide, pomme de terre, oignon, tomate).	ND (A déterminer)	+20%	Enquête
Indicateur 6 : Augmentation du niveau des revenus des individus travaillant dans les CdV ciblées, en particulier les femmes et les jeunes	ND (A déterminer)	+20%	Enquête
Indicateur 7. Augmentation de la valeur ajoutée des produits transformés pour les exploitations agroalimentaires (unités de transformation/stockage) mesuré par l'augmentation du chiffre d'affaires annuel de l'unité/PME/PMI	ND (A déterminer)	+15%	Enquête/rapport
Effet 1. : La gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes est améliorée			
Indicateur 1.1 : Pourcentage de communes cibles ayant mis en œuvre des Plans de Développement Communaux intégrant des mesures d'adaptation et de mitigation au changement climatique par rapport au nombre total de communes cibles.	ND (A déterminer)	75%	Rapport d'activité
Indicateur 1.2 : Superficie totale des terres et espaces restaurée (à travers les techniques CES/ DRS, la RNA, traitement de plantes envahissantes, fixation de dunes)	116 246 ha (MHAE, 2024)	324 000 ha	Rapport d'activité
Indicateur 1.3 : Nombre de plan de développement communaux (PDC) prenant en compte les besoins spécifiques des femmes dans les mesures d'adaptation au CC	ND (A déterminer)	58	Rapport d'activité
Produit 1.1: Les terres dégradées sont réhabilitées et mises en valeur			
Indicateur 1.1.1 : Taux de réhabilitation des terres dégradées (mesuré par la superficie des terres réhabilitées et mises en valeur par rapport à la superficie totale identifiée comme dégradée).	ND (A déterminer)	40%	Rapport d'activité
Indicateur 1.1.2. Proportion des exploitants agricoles ayant adopté des pratiques de gestion durable des terres réhabilitées (mesurée par le nombre d'agriculteurs ayant intégré des techniques telles que l'agroforesterie ou les techniques CES/ DRS de la gestion intégrée des sols sur le nombre total d'agriculteurs dans la zone ciblée)	ND (A déterminer)	80%	Rapport d'activité Enquêtes
Indicateur 1.1.3 : Nombre d'ha de terre réhabilités à travers la RNA	ND (A déterminer)	135 000 ha	Rapport d'activité

ACTIVITES
A.1.1.1. Cartographier les terres dégradées et les terres potentiellement irrigables dans chaque région en utilisant des données fiables et actualisées-via des enquêtes et/ou la télédétection (remote sensing)
A.1.1.2. Renforcer la participation communautaire pour une Planification Communautaire Participative (PCP) permettant la gestion durable des ressources naturelles et le développement durable des moyens d'existence agricoles
A.1.1.3. Traiter/réhabiliter les terres dégradées suivant les techniques de Conservation des eaux et des sols / Défense et restauration des sols (CES/ DRS)
A.1.1.4. Vulgariser les techniques de gestion durable des ressources naturelles avec focus sur la transcription du recueil des fiches techniques avec traduction en langue/en pagivolt
A.1.1.5. Promouvoir la régénération naturelle assistée (RNA)
A.1.1.6. Lutter contre les plantes envahissantes terrestres
A.1.1.7. Lutter contre les plantes envahissantes aquatiques
A.1.1.8. Mettre en place des plans d'aménagement et gestion des sites restaurés (PAGSR)
A.1.1.9. Fixer les dunes pour protéger les écosystèmes sensibles (infrastructures, bases productives, points d'eau), développer l'agroécologie, etc.
A.1.1.10. Développer et mettre en œuvre des plans d'investissement pour l'exploitation agricole, pastorale ou halieutique avec des techniques d'agriculture sensible au climat (Climate Smart Agriculture) sur les sites restaurés/aménagés

Produit 1.2. : Les bonnes pratiques agrosylvopastorales, apicoles et halieutiques sont améliorées, mises en place et vulgarisées

Indicateur	Valeur de référence	Cible	Sources de vérification
Indicateur 1.2.1 : Pourcentage de producteurs et éleveurs formé ayant adopté les bonnes pratiques agrosylvopastorales, apicoles et halieutiques	ND (A déterminer)	75%	Rapport d'activité Enquête
Indicateur 1.2.2 : Nombre d'institutions appuyées pour la recherche pour le développement (R4D)	ND (A déterminer)	12	Rapport d'activité
Indicateur 1.2.3. : Nombre d'organisations appuyées pour la vulgarisation des résultats de recherche et les bonnes pratiques	0	30	Rapport d'activité
Indicateur 1.2.4 : Nombre de variétés des espèces des plantes agricoles résistantes au CC et riche en nutriments vulgarisées	ND (A déterminer)	6	Enquête

ACTIVITES
A.1.2.1. Identifier et vulgariser les bonnes pratiques agrosylvopastorales, apicoles et halieutiques qui soient sensible au changement climatique
A.1.2.2. Appuyer les institutions impliquées dans les activités de recherche développement (R4D) sur l'agriculture climato-sensible et vulgariser les résultats
A.1.2.3. Renforcer les capacités des structures d'appui-conseils aux producteurs et les capacités des acteurs des exploitations agrosylvopastorales et halieutiques à travers la collecte de données terrain et/ou la télédétection (remote-sensing) climatiques pour définir les capacités à renforcer
A.1.2.4. Promouvoir l'utilisation de variétés résistantes à la sécheresse pour favoriser la diversification des cultures ainsi que celle à haute valeur nutritive

Produit 1.3. : Les terres de pâturage et espaces verts y compris pour les couloirs de transhumance sont aménagées

Indicateur 1.3.1 : Superficie d'aires de pâturage sécurisés (délimités, balisés) (ha)	ND (A déterminer)	45 000 ha	Rapport d'activité
Indicateur 1.3.2 : Longueur de couloirs de passages sécurisés (délimités, balisés) (Km)	ND (A déterminer)	1 350 km	Rapport d'activité
Indicateur 1.3.3 Superficie des espace verts aménagés (ha)	ND (A déterminer)	150 ha	Rapport d'activité Rapport du Min. Env (MHAE)

Indicateur 1.3.4 : Nombre de comité de gestion de forets mis en place et fonctionnel	0	3	Rapport d'activité Rapport du Min. Env (MHAE)
ACTIVITES **A.1.3.1.** Cartographier, réaliser un inventaire et suivre l'évolution des aires de pâturage, espaces verts, couloirs de passages, points d'eau et les forêts en utilisant des données fiables et actualisées-via des enquêtes et/ou la télédétection (remote-sensing) et cibler les investissements de façon territoriale/stratégique **A.1.3.2.** Sécuriser les aires de pâturage et couloirs de passages, et construire ou réhabiliter les points d'eau en utilisant les données documentaires de terrain et de la cartographie des aires de pâturage **A.1.3.3.** Aménager au moins 150 ha de espaces verts (bois/bosquets villageois / aménagements paysager urbains) sur la base des besoins et des données cartographiques. **A.1.3.4**. Informer/sensibiliser les acteurs sur la création, la gestion et la sécurisation des espaces verts notamment à travers un ciblage cartographique et des stratégies de communication adaptées. **A.1.3.5.** Renforcer les textes pour garantir la sécurisation des espaces verts. **A.1.3.6.** Aménager et protéger les sous-bassins versants dans les régions ciblées sur la base d'une analyse de données topographiques, couvert végétal et de changement climatique. **A.1.3.7.** Mettre en place des comités de gestion des forêts.			
Produit 1.4. Les capacités des institutions nationales et locales et des communautés sont renforcées en prévention et gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles et la transhumance			
Indicateur	**Valeur de référence**	**Cible**	**Sources de vérification**
Indicateur 1.4.1 : Pourcentage de structures communautaires de prévention et gestion des conflits fonctionnelles (déterminé par la fonctionnalité d'au moins une structure dans chaque commune de la zone cible)	ND (A déterminer)	75%	Rapport d'activité
Activités **A.1.4.1.** Conduire des évaluations localisées des risques de conflits liés au climat et aux ressources naturelles **A.1.4.2.** Mettre en place des systèmes locaux d'information et d'alerte précoce pour prévenir les conflits et mettre en place un suivi territoriale nationale à travers l'harmonisation des données (alerte précoce, couvert végétal, etc.) dans un outil décisionnel globale et renforcer les capacités des acteurs (cadres, les autorités locales, les communautés, cadres de dialogue, cadres de concertation) sur la prévention et la gestion des conflits. **A.1.4.3.** Renforcer la gouvernance locale des ressources partagées et rendre les mécanismes de concertation locale de prévention et résolution des conflits sensibles au genre en intégrant des mécanismes d'engagement du citoyen et de la communauté adaptés aux populations vulnérables. **A.1.4.4.** Vulgariser les textes en/ matière de prévention et gestion de conflits (code rural, politique foncière rurale, schémas d'aménagement foncier, loi sur le pastoralisme pour la prévention et gestion des conflits)			
Produit 1.5. Les capacités des institutions et des communautés sont renforcées en mobilisation et gestion des eaux pour fin d'irrigation et pour le bétail			
Indicateur 1.5.1 : Pourcentage des sous bassins versants aménagés et protégés dans les zones ciblées (déterminé par le rapport au nombre total de sous bassins de la zone cible)	ND (A déterminer)	60%	Rapport d'activité
Indicateur 1.5.2 : Nombre de points d'approvisionnement d'eau à but pastoral/ agricole réalisés	ND (A déterminer)	54	Rapport d'activité Points Géoréférencé
Indicateur 1.5.3 : Taux d'application/pénétration de l'ingénierie sociale en matière d'irrigation (déterminé par le nombre de producteurs structurés et appliquant les techniques de mobilisation et conservation des eaux sur le nombre total de producteurs sensibilisés et formés en techniques de production, vie associative organisation des producteurs)	ND (A déterminer)	75%	Enquête, Rapport d'activités
Indicateur 1.5.4 : Nombre d'hectares irrigués pour des fins agricoles	707 ha (UNSDCF, 2024)	15 000 ha	Rapport d'activités

ACTIVITES
A.1.5.1. Elaborer les SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) des bassins et sous bassins identifiés dans les régions cibles
A.1.5.2. Mettre en œuvre les activités ressorties dans les SAGE (investissements, aménagements, protection, GIRE, amélioration des connaissances en eau, etc.) à travers une approche territoriale.
A.1.5.3. Accompagner la grande et petite irrigation à travers l'Ingénierie sociale (information/sensibilisation, organisation de producteurs, formation en vie associative, en techniques de production agricole)
A.1.5.4. Soutien à l'élaboration des projets techniques détaillés des interventions de gestion d'eau prioritaires, grâce à la formation des cadres sur l'utilisation des logiciels d'application, collecte et traitement de données terrain et satellite et conception des ouvrages (dimensionnement des systèmes de pompage solaires, ouvrage de mobilisation des eaux, fond topo, carte thématique).

Produit 1.6. Les capacités des communes et communautés en matière d'adaptation et atténuation du changement climatique sont renforcées

Indicateur	Valeur de référence	Cible	Sources de vérification
Indicateur 1.6.1 : Pourcentage d'augmentation du budget communal alloué aux projets d'adaptation climatique basés sur des données de haute qualité.	ND (A déterminer)	+15%	Rapport d'activité
Indicateur 1.6.2 : Nombre de communes réalisant des formations sur les mesures d'adaptation et mitigation au changement climatique	ND (A déterminer)	58	Rapport d'activité
Indicateur 1.6.3 : Proportion d'investissements climatiques communaux réalisés qui intègrent des considérations de genre et de jeunesse.	ND (A déterminer)	90%	Rapport d'activité Enquête

ACTIVITES
A.1.6.1. Développer des mécanismes pour accroitre le financement de l'adaptation climatique au niveau local/ des communes (intégration du CC dans les PDC, subvention de la résilience climatique basée sur les performances, utilisation des données précises et de qualité en lien avec les territoires et le couvert végétal).
A.1.6.2. Renforcer les connaissances des acteurs locaux sur les mesures d'adaptation et mitigation au changement climatique et leur incorporation dans la planification, cartographie et budgétisation des collectivités locales (communes).
A.1.6.3. Renforcer la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes dans les mesures d'adaptation et les plans d'investissements communaux relatifs au climat à travers la planification et la budgétisation sensible au genre.

Effet 2. : La Résilience face aux chocs climatiques des populations les plus vulnérables, y compris en zone fragile est améliorée grâce aux techniques et technologies adaptées

Indicateur 2.1 : Proportion de ménages vulnérables formés et adoptant des technologies adaptées pour gérer les risques climatiques (ex. systèmes d'irrigation, cultures résistantes aux sécheresses).	89% (UNSDCF, 2021)	95%	Enquêtes
Indicateur 2.2 : Réduction de la vulnérabilité au changement climatique des populations visées, évaluée par la diminution de la proportion de la population en insécurité alimentaire aigue (CH Phase 3+)	6% soit 1,5 millions de personnes (CH Nov 2024)	<5 %	Rapport d'enquêtes de sécurité alimentaire
Indicateur 2.3 : Proportion (%) de ménages vulnérables ayant reçu une assistance humanitaire d'urgence et temporaire en réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles et autres catastrophes en appui au dispositif national de réponse dans les zones cibles	ND (A déterminer)	80%	Rapport d'activité *Post Distribution Monitoring*
Indicateur 2.4 : Indice de stratégie d'adaptation basée sur les moyens d'existence (ISAME).	48,8 (PAM, 2021)	>60	Rapport d'enquêtes de sécurité alimentaire

Produit 2.1. : Les capacités de résilience communautaire sont renforcées.			
Indicateur	**Valeur de référence**	**Cible**	**Sources de vérification**
Indicateur 2.1.1 : Nombre d'organisations communautaires ou villageoises des femmes et jeunes leaders mises en place et /ou redynamisées et opérationnelles (pour la prévention des risques et la résilience aux catastrophes)	ND (A déterminer)	6612	Rapport d'activités
Indicateur 2.1.3 : Pourcentage de communes à risque de chocs naturels/climatiques disposant de plan de contingence multirisque élaboré et opérationnel dans les zones cibles	ND (A déterminer)	75%	Plan de contingence + Rapport d'activités Enquête
Indicateur 2.1.4 : Proportion des communes vulnérables aux chocs climatiques disposant de structures ou système d'alerte précoce fonctionnel dans la zone cible	ND (A déterminer)	80%	Rapport d'activité
Indicateur 2.1.5 : Nombre d'organisations communautaires des femmes leaders appuyées en AGR	ND (A déterminer)	2 204	Rapport d'activité
ACTIVITES **A.2.1.1.** Mettre en place et/ou redynamiser les organisations communautaires des femmes et jeunes leaders dans la prévention des risques et la résilience aux catastrophes dans les communes les plus exposées aux risques et catastrophes. **A.2.1.2** Renforcer le leadership des organisations communautaires des femmes et jeunes actives dans la RRC par la mise en place des AGR (agriculture, élevage, pisciculture, transformation agroalimentaire à base communautaire). **A.2.1.3**. Mettre en place des fermes agricoles communautaires intégrées (FACI) **A.2.1.4** Mettre en place des cadres communaux de concertation Nexus Urgence-Développement et paix **A.2.1.5** Intégrer les aspects de réduction des risques des catastrophes dans les plans de développement communaux			
Produit 2.2. : Les filets de protection sociale adaptatifs aux chocs sont mis en place afin de protéger les personnes les plus vulnérables, en particulier les petits exploitants, les femmes et les jeunes, face aux chocs climatiques			
Indicateur 2.2.1. : Etude réalisée pour le profilage permettant de constituer un registre unique des personnes à soutenir avec les filets de protection sociale	ND (A déterminer)	1	Rapport d'activité
Indicateur 2.2.2 **:** Nombre de ménages vulnérables (désagrégé par sexe du chef de ménage) bénéficiant du transfert monétaire inconditionnel et kits AGR comme mesure de protection sociale adaptative pour améliorer leur résilience aux chocs	ND (A déterminer)	214 000	Rapport d'activité *Enquête Post Distribution Monitoring*
Indicateur 2.2.3. : Nombre de communes ayant conduit des consultations communautaires pour faciliter l'accès à la terre aux PDI à des fins agricoles	ND (A déterminer)	60	Rapport d'activité
Indicateur 2.2.4 : Nombre de personnes bénéficiant de CFW pour réhabiliter les infrastructures communautaires touchées par les chocs	ND (A déterminer)	17 400	Rapport d'activité
ACTIVITES **A.2.2.1.** Profilage des personnes déplacés forcés et des communautés hôtes et constitution de liste unique incluant aussi les agriculteurs et les éleveurs pour une plus grande agilité du support de l'état lors des catastrophes naturelles ou autres choc exogènes. **A.2.2.2.** Appuyer en cash transferts + (kits AGR, petits ruminants, activités de maraichages, intrants agricoles, zootechniques et halieutiques) les personnes vulnérables (Population hôte, PDI) et à celles qui peuvent contribuer à offrir une production alimentaire plus importante. **A.2.2.3.** Renforcement des capacités techniques et de gestion des moyens de vie (Cash+ AGR (kits AGR, petits ruminants, activités de maraichages, intrants agricoles, zootechniques et halieutiques).			

A.2.2.4. Organiser des consultations communautaires pour faciliter l'accès à la terre aux PDI et mener un plaidoyer pour la prise en compte de l'accès à la terre dans les politiques foncières et les schémas d'aménagement fonciers.
A.2.2.5. Former et accompagner les jeunes sur les techniques de construction d'infrastructures résilientes aux catastrophes.
A.2.2.6. Etude de la diversité texturale des matériaux locaux utilisés dans la construction des habitats et proposition d'innovation technologique pour l'adaptation des communautés aux risques d'inondations au Niger.
A.2.2.7. Mettre en place des initiatives de CASH for Work au profit des personnes vulnérables pour réhabiliter des infrastructures communautaires (en lien avec les catastrophes naturelles).

Produit 2.3. : La gestion des risques de catastrophes, les actions anticipatoires et les systèmes d'alerte précoce sont renforcés pour protéger les ménages vulnérables des aléas climatiques

Indicateur	Valeur de référence	Cible	Sources de vérification
Indicateur 2.3.1 : Nombre d'acteurs formés et sensibilisés sur la Réduction des risques des catastrophes en lien avec leurs territoires	ND (A déterminer)	1000	Rapport d'activité
Indicateur 2.3.3 : Nombre de cartes régionales illustrant les communes à risque élaborées	ND (A déterminer)	8	Rapport d'activité
Indicateur 2.3.2 : Nombre de ménages sensibilisés et bénéficiaires d'actions anticipatoires pour faire face au risque de choc (sécheresse/ inondation).	ND (A déterminer)	52200	Rapport d'activité

ACTIVITES
A.2.3.1. Faire la cartographie de vulnérabilité multirisque des communes les plus exposées en utilisant les données terrain et de télédétection (satellite) permettant de mesurer et de superposer les risques de chocs agricoles (ravageurs, ennemis des cultures, etc.), pastoraux (zoonoses et autres maladies animales) et climatiques (sècheresse, inondation, feu de brousse) dans les 8 régions du Niger -
A.2.3.2. Elaborer et vulgariser les plans de contingence multirisque pour les communes (ces plans seront élaborés pour 58 communes, parmi les 70 communes plus vulnérables, réparties dans les huit régions du Niger).
A.2.3.3. Elaborer un plan d'action anticipatoire, prévention, préparation contre les risques de chocs agricoles (ravageurs, ennemis des cultures, etc.), pastoraux (zoonoses et autres maladies animales) et climatiques (sècheresse, inondation, feu de brousse) dans les communes les plus à risque
A.2.3.4. Former et sensibiliser les acteurs (public, privé, société civile et communautés locales) sur la Réduction des risques des catastrophes en lien avec leurs territoires.
A.2.3.5. Sensibiliser les acteurs agricoles (producteurs, décideurs etc.) sur la promotion de l'assurance agricole.
A.2.3.5. Élaborer un plan de relèvement agricole post-Inondation/ catastrophes dans les communes les plus à risque.
A.2.3.6. Redynamiser les systèmes d'alerte précoce au niveau local (SCAP-RU, OSV) et superposer aux autres données telles que climatiques et topographiques dans un outil décisionnel.
A.2.3.7. Doter en équipements adéquats les dispositifs de suivi des données sur les cours d'eau impliqués dans les crises d'inondation.
A.2.3.8. Élaboration d'un répertoire des seuils de sévérité pour tous les risques.
A.2.3.9. Soutenir les ménages des communes vulnérables aux chocs avec des actions anticipatoires (sous forme de HIMO)

Produit 2.4. : Une assistance humanitaire d'urgence et temporaire est fournie en réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles et autres catastrophes en appui au dispositif national de réponse

Indicateur 2.4.1 : Nombre d'enquête d'évaluation des besoins alimentaires et non alimentaires soutenues	ND (A déterminer)	6	Rapport d'enquête
Indicateur 2.4.2 : Pourcentage de personnes ayant reçu une assistance d'urgence en temps opportun pour les crises alimentaires et nutritionnelles mesuré par le nombre de personnes ayant effectivement reçu une aide en temps opportun par le nombre total de personnes dans le besoin.	ND (A déterminer)	75%	Plan de réponse/rapport
Indicateur 2.4.3 : Taux de couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë parmi les enfants âgés de moins de cinq ans dans les zones affectées**.**	ND (A déterminer)	90%	SNIS

Indicateur 2.4.4 : Nombre de personnes ayant reçu une assistance non alimentaire (NFI, Abris) en situation d'urgence pour d'autres catastrophes naturelles.	ND (A déterminer)	16 800	Plan de réponse/rapport d'activités
ACTIVITES **A.2.4.1.** Appuyer la production des données de qualité utiles pour préparer la réponse aux urgences sur une base territoriale. **A.2.4.2.** Pré-positionner des stocks d'urgence pour répondre aux crises alimentaires et nutritionnelles sur une base territoriale. **A.2.4.3.** Pré-positionner des stocks d'urgence pour répondre aux autres besoins (kits NFI, Abris) sur une base territoriale. **A.2.4.4.** Rendre opérationnelle les mécanismes de coordination et de de gestion des crises et catastrophes.			
Produit 2.5. : L'offre en produits nutritifs est promue et la diversification alimentaire est stimulée pour soutenir la résilience et la prévention de la malnutrition en situation d'urgence.			
Indicateur	**Valeur de référence**	**Cible**	**Sources de vérification**
Indicateur 2.5.1 : Nombre de nouveaux foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle (FARN) mis en place	ND (A déterminer)	580	Rapport d'activité
Indicateur 2.5.2 : Nombre de ménages ayant accès aux foyers de réhabilitation nutritionnelle, aux activités de diversification alimentaire, d'agriculture/pisciculture hors sol et de jardins de case, avec une ventilation selon le sexe et la catégorie de vulnérabilité.	ND (A déterminer)	450 000	Rapport d'activité Enquête
Indicateur 2.5.3 : Nombre de personnes (mères, pères et responsables d'enfants) sensibilisés sur les bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (institutionnelles et communautaires)	ND (A déterminer)	819 000/an	Rapport d'activité, enquêtes
Indicateur 2.5.4 **:** Pourcentage des personnes sensibilisées adoptant des comportements améliorés en matière de nutrition, diversification alimentaire et résilience aux catastrophes**.**	ND (A déterminer)	60%	Rapport d'activité, enquêtes
ACTIVITES **A.2.5.1**. Mise en place des nouveaux foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle (FARN). **A.2.5.2.** Sensibilisation nutritionnelle (création de la demande institutionnelle et communautaire). **A.2.5.3.** Diversification alimentaire (offre de produits alimentaires diversifiés y compris fortifiés, incluant le développement d'initiatives locales de diversification de l'alimentation et repas communautaires nutritifs subventionnés (e-voucher). **A.2.5.4**. Développer des activités d'agriculture et de pisciculture hors sol. **A.2.5.5.** Développer des activités des jardins de case. **A.2.5.6**. Soutenir l'animation du groupe technique sur la résilience aux catastrophes.			
Effet 3. : **Des systèmes alimentaires durables et résilients facilitant l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes, ainsi que la production d'aliments nutritifs tout au long de l'année, sont développés.**			
Indicateur 3.1 : Nombre de ménages ruraux utilisant les foyers améliorés et le gaz domestique	ND (A déterminer)	97 467	Rapport d'activités
Indicateur 3.2 : Taux moyen d'accroissement annuel de la production (nationale, régionale ou départementale) désagrégée par CdV ASPH soutenues (pour les produits alimentaires non transformés)	ND (A déterminer)	+15%	Rapport d'activités, données des ministères techniques
Produit 3.1. : Les chaines de valeur des produits agrosylvopastoraux et halieutiques sont développées [Céréales (riz, mil, sorgho), Légumineuses (Niébé, arachide), Horticoles (Oignon, tomate), Racines/Tubercules (Pomme de terre, manioc), Lait et dérivés, Viande bétail, Poisson, Produits forestiers non ligneux (moringa, gomme arabique, miel, *bossia senegalis, Sclerocarya birrea*)].			
Indicateur	**Valeur de référence**	**Cible**	**Sources de vérification**
Indicateur 3.1.1 : Nombre d'acteurs des CdV aux capacités renforcées pour l'utilisation des équipements solaires	ND (A déterminer)	400	Rapports d'activités

Indicateur 3.1.2 : Nombre de chaînes de valeurs soutenues.	ND (A déterminer)	22	Rapport de suivi
Indicateur 3.1.3 : Nombre de producteurs appuyés pour la multiplication des semences améliorées, semences climato-résilientes et semences des variétés riches en micronutriments et adaptés à la bio fortification	ND (A déterminer)	500	Rapports d'activités

ACTIVITES
A.3.1.1. Appuyer l'approvisionnement en intrants agrosylvopastoraux et halieutiques (acheter et de livrer à temps les semences, engrais, pesticides, intrants zootechniques et vétérinaires, etc.) en relation avec la potentialité locale de la CdV qu'on veut développer afin de maximiser l'impact de ces appuis.
A.3.1.2. Organiser et structurer les acteurs des chaines de valeur en lien avec les zones de production et les infrastructures de transport et les zones de consommations de ou de besoin (données production, prix).
A.3.1.3. Inventorier, puis réhabiliter ou construire des infrastructures adaptées aux chaines de valeurs sélectionnées (routes/piste rurales, marchés, abattoirs, magasins de stockage, magasins d'intrants, plateformes de services aux producteurs).
A.3.1.4. Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des acteurs des chaines de valeur grâce aux équipements innovants et adaptés et à une formation adéquate (softs skill, développement personnel, formation techniques, éducation financière)
A.3.1.5. Appuyer au renforcement des dispositifs de contrôle de qualité des produits agrosylvopastoraux et halieutiques et renforcer le dispositif certification et labélisation.
A.3.1.6. Appuyer la vulgarisation des résultats de la recherche et de l'innovation.
A.3.1.7. Appuyer les centres des formations aux métiers (CFM).
A.3.1.8. Promouvoir la culture fourragère et à double fin pour assurer la disponibilité de l'aliment de bétail ainsi que sur les techniques de confection des abris de conservation du fourrage (CdV animale).
A.3.1.9. Renforcer la santé vétérinaire et les capacités techniques et managériales des réseaux des services vétérinaires de proximité (CdV animale)
A.3.1.10. Multiplication de semences améliorées, des semences climato-résilientes (CdV végétale) et des variétés des semences riches en micronutriments et des variétés adaptées à la bio fortification et à la transformation (farine fortifiée et autres)
A.3.1.11. Renforcement des capacités en techniques d'agriculture intelligente face au climat et lutte biologique contre les maladies et ravageurs des cultures basées sur une approche territoriale.
A.3.1.12. Promotion de la culture irriguée (CdV végétale).

Produit 3.2. : Les femmes et les jeunes sont formés et intégrés dans les métiers ruraux le long des chaines de valeur agrosylvopastorales et halieutiques.			
Indicateur 3.2.1 : Nombre des foires et salons paysans (Festimil, semaine du paysan et semaine PFNL, etc.) soutenus	ND (A déterminer)	15 foires et 9 salons	Rapport de suivi
Indicateur 3.2.2 : Nombre des femmes et des jeunes formés et insérés aux métiers ruraux dans les emplois en liens avec les chaines de valeur identifiées.	ND (A déterminer)	12000 (6000 jeunes et 6000 femmes)	Rapport de suivi
Indicateur 3.2.3 : Nombre des agro-pasteurs formés sur l'innovation digitale au service des agro-pasteurs et autres exploitants agricoles en lien avec les chaines de valeur ciblées.	ND (A déterminer)	2000 agropasteurs	Rapport de suivi

ACTIVITES
A.3.2.1. Conduire une analyse de données territoriales (recherche documentaire et enquête complémentaire) pour comprendre le type et l'intensité des renforcements de capacités (techniques, technologiques...) des exploitants agrosylvopastoraux et halieutiques pour booster la production.
A.3.2.2. Former et insérer les femmes et les jeunes aux métiers ruraux (6000 jeunes et 6000 femmes) dans les emplois en liens avec les chaines de valeur identifiées et l'analyse des données territoriales.
A.3.2.3. Renforcer les institutions et dispositifs de formation professionnelle aux métiers ruraux et à la l'agro-business (266 centres).
A.3.2.4. Former les bénéficiaires à l'innovation digitale au service des agro-pasteurs et autres exploitants agricoles (2000 agropasteurs en lien avec les chaines de valeur ciblées).

A.3.2.5. Promouvoir des foires et salons paysans (Festimil, semaine du paysan et semaine PFNL).

Produit 3.3. : Les pertes post-récoltes/post production sont réduites (grâce à la transformation, les techniques de stockage, conservation, la structuration des producteurs, l'inclusivité financière et l'accès aux marchés).

Indicateur	Valeur de référence	Cible	Sources de vérification
Indicateur 3.3.1 : Taux moyen (%) de réduction des pertes post-récoltes/post production sur des CdV sélectionnées	ND (A déterminer)	20%	Rapport de suivi Enquête
Indicateur 3.3.2 : Nombre des organisations paysannes formées et équipées sur la transformation, de conservation et de stockage dans les CdV ciblées.	ND (A déterminer)	500	Rapport de suivi

ACTIVITES
A.3.3.1 Faire une étude de base sur les pertes post-récoltes permettant de diagnostiquer les problématiques sur les chaines de valeurs afin de déterminer les infrastructures à réhabiliter, celles à développer et le type de matériel et équipements à acquérir de transformation, de conservation et de stockage, ainsi que le type de formation/renforcement des capacités requis pour les exploitants agricoles.
A.3.3.2. Acquérir de matériel et équipements de transformation, de conservation et de stockage selon les CdV ciblées.
A.3.3.3. Renforcer les centres des machinismes agricoles.
A.3.3.4. Améliorer l'accès au marché grâce aux infrastructures routières, de marché et moyens de transport y compris pour la chaine de froid
A.3.3.5. Promouvoir un système de warrantage des produits agricoles/ source de financement (5 produits : Niébé, mil et sorgho)

Produit 3.4. : Les populations locales ont des capacités renforcées et un accès amélioré aux technologies basées sur les énergies renouvelables génératrices d'emplois verts, sensibles au genre et vecteurs d'efficience à toutes les étapes de la chaine de valeur.

Indicateur 3.4.1 : Nombre de ménages ruraux utilisant les foyers améliores et le gaz domestique	ND (A déterminer)	487 333	Rapport de suivi Enquêtes
Indicateur 3.4.2 : Nombre des bénéficiaires soutenus pour utilisation des énergies vertes désagrégé par source d'énergie (charbon vert à base des plantes envahissantes et des résidus de cultures, Biogaz, Solaire) dans les différents maillons des chaines de valeur et au niveau domestique.	ND (A déterminer)	166 667	Rapport de suivi
Indicateur 3.4.3 **:** Pourcentage d'unités de production de farines infantiles fortifiée (FIF) et autres produits agroalimentaires transformé équipées de systèmes d'énergie solaire	ND (A déterminer)	30%	Rapport de suivi

ACTIVITES
A.3.4.1. Utiliser des équipements solaires (pompe solaire, séchoir solaire, four solaire)
A.3.4.2. Promouvoir l'utilisation des biodigesteurs.
A.3.4.3. Renforcer les capacités des acteurs sur l'utilisation des équipements solaires et biodigesteurs (400 bénéficiaires dont 200 femmes)
A.3.4.4. Inventorier les technologies sur l'utilisation des énergies alternatives dans les CdV sélectionnées.
A.3.4.5. Vulgariser les foyers améliorés et du gaz domestique en milieu rural.
A.3.4.6. Promouvoir l'utilisation des énergies vertes (charbon vert à base des plantes envahissantes et des résidus de cultures, Biogaz, Solaire) dans les différents maillons des chaines de valeur et au niveau domestique.
A.3.4.7. Mettre en place des mesures incitatives d'accompagnement sur la promotion des énergies renouvelables.

Produit 3.5. : L'approche intégrée « une seule santé » (One Health) est promue pour renforcer la coordination des actions entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale y compris dans les zones transfrontalières et durant la transhumance			
Indicateur	**Valeur de référence**	**Cible**	**Sources de vérification**
Indicateur 3.5.1 : Nombre des actions de communication et de sensibilisation dans le cadre de l'approche "une seule santé"	ND (A déterminer)	540	Rapport de suivi
Indicateur 3.5.2 : Nombre d'acteurs aux capacités renforcées pour la surveillance sanitaire animale	ND (A déterminer)	1080	Rapports
Indicateur 3.5.3 : Nombre des comités régionaux intégrés d'alerte précoce mis en place et appuyés annuellement pour une surveillance transfrontalière renforcée et une meilleure application de l'approche « une seule santé » dans les régions à forte transhumance (Dosso, Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry)	ND (A déterminer)	5 comités régionaux	Rapport de suivi
ACTIVITES **A.3.5.1.** Cartographier les couloirs de transhumance grâce aux données de terrain et de la télédétection (voir A.1.3.1). **A.3.5.2.** Renforcer la surveillance sanitaire animale avec un mécanisme de suivi-évaluation adapté. **A.3.5.3.** Renforcer la gouvernance transfrontalière pour la santé vétérinaire et phytosanitaire et développer un système qui s'intègre avec les données l'alerte précoce et l'outil décisionnel pour le choix, le type et la localisation des infrastructures et/ renforcement-support à mettre en place pour une meilleure santé animale et humaine. **A.3.5.4**. Développer des actions de communication et de sensibilisation dans le cadre de l'approche "une seule santé".			
Effet 4. : Les populations ont accès à des régimes alimentaires variés, sûrs et nutritifs pour une nutrition adéquate tout au long de leur vie.			
Indicateur 4.1 : Diversité alimentaire minimale chez les enfants de 6-23 mois.	8,7% (SMART, 2022)	20%	Enquête SMART
Indicateur 4.2 : Diversité alimentaire minimale chez les femmes en âge de procréer	37% (SMART, 2022)	50%	Enquêtes SMART
Indicateur 4.3 : Proportion (%) des centres de santé (districts sanitaires) utilisant les recommandations alimentaires nationales (RAN) ou le guide alimentaire du Niger (GAN) pour la promotion de l'alimentation saine au cours du cycle de vie	ND (A déterminer)	50%	Enquête, rapports
Indicateur 4.4 : Pourcentage des unités de transformation agroalimentaires des CdV soutenues disposant d'une certification valide des produits locaux transformés	ND (A déterminer)	80%	Enquêtes, rapports
Produit 4.1. : Des environnements favorables à la promotion de l'alimentation saine (sûre et nutritive) comprenant la promotion et l'utilisation d'outils d'analyse et d'optimisation des régimes, guides alimentaires et l'élaboration des normes sont créés			
Indicateur	**Valeur de référence**	**Cible**	**Sources de vérification**
Indicateur 4.1.1. : Pourcentage des communes cibles intégrant la nutrition dans leurs plans de développement communaux	ND (A déterminer)	>60%	
Indicateur 4.1.2 : Carte de disponibilité saisonnière des aliments par région	0	1	Rapport d'évaluation / Carte
Indicateur 4.1.3 : Table de composition des aliments disponible	0	1	Table
Indicateur 4.1.4 : Guide alimentaire du Niger élaboré et adopté	0	1	Guide
Indicateur 4.1.5. : Pourcentage du budgets dédié ou contribuant à la nutrition dans les secteurs contributifs (ministères et institutions publiques)	0	6	Rapport d'analyse budgétaire et suivi de financements de la

			nutrition auprès des secteurs contributifs (ministères et institutions publiques) et partenaires

ACTIVITES
A.4.1.1. Renforcer la gouvernance de la nutrition (politiques alimentaires et nutritionnelles, coordination, plaidoyer, financements, intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles et locales)
A.4.1.2. Renforcer les capacités des services et plateformes de prestation de la nutrition pour soutenir la promotion des régimes alimentaires sains et nutritifs et la délivrance des services de nutrition essentiels aux communautés
A.4.1.3. Elaborer et vulgariser les outils de promotion de l'alimentation saine (recommandations nationales et guides alimentaires, table de composition des aliments, cartes saisonnières de disponibilité des aliments par région)
A.4.1.4. Soutenir l'engagement communautaire en faveur de la nutrition pour les enfants, les adolescents et les femmes par le biais de la communication et de la programmation pour le changement social et comportemental.
A.4.1.5. Renforcer les systèmes d'information et de collecte des données en vue de renforcer les connaissances et faciliter le suivi des progrès, renforcer la redevabilité et éclairer les décisions politiques et programmatiques en faveur de la nutrition (prévenir la malnutrition

Produit 4.2. : Les capacités des institutions nationales et autres structures sont renforcées en matière de normalisation, certification et sécurité sanitaire des aliments.			
Indicateur 4.2.1 : Nombre de réunions régulières de coordination des structures en charge de la SSA pour renforcer le dialogue des acteurs et la gouvernance du secteur	ND (A déterminer)	36 (2/an par structure de coordination)	Indicateur
Indicateur 4.2.2 : Nombre d'acteurs de l'alimentation scolaire et des CdV agroalimentaires sensibilisés et formés sur les questions de SSA et normes alimentaires en vigueur au Niger	ND (A déterminer)	560	Rapport d'activité
Indicateur 4.2.3. Nombre de PME, PMI' groupement agroalimentaires soutenus en SSA et assurance qualité/certification de produits	ND (A déterminer)	300	Rapport d'activité

ACTIVITES
A.4.2.1. Répertorier et renforcer la coordination des structures et institutions nationales impliquées dans la sécurité sanitaire des aliments (SSA).
A.4.2.2. Sensibiliser et former les acteurs de l'alimentation scolaire (enseignants, élèves, fournisseurs des cantines, vendeurs d'aliments, etc.) et d'autres acteurs des chaines de valeur agroalimentaires (PME, PMI, coopératives, OP) et les consommateurs sur les questions de SSA.
A.4.2.3. Assurer la sécurité sanitaire et l'assurance qualité des aliments
A.4.2.4. Renforcer les capacités d'au moins un laboratoire pour accréditation aux normes nationale et internationales- lier les investissements dans les chaines de valeur pour une meilleure labélisation des produits locaux et leur identification pour subventionner leur consommation aux personnes vulnérable.

Produit 4.3. : Les capacités nationales pour la transformation agroalimentaire, la production locale de produits nutritionnels spécialisés (actuellement importés) et le développement des filières locales de produits fortifiés sont renforcées dans le respect des normes et règlements du Niger.			
Indicateur	**Valeur de référence**	**Cible**	**Sources de vérification**
Indicateur 4.3.1 : Cartographie des zones de production et unités de transformation agroalimentaire, stockage, commercialisation	ND (A déterminer)	1 cartographie détaillée	Rapport de cartographie
Indicateur 4.3.2 : Nombre d'unités de transformation agroalimentaire créées et aux capacités renforcées pour la valorisation des produits locaux nutritifs (farines fortifiées exclues).	ND (A déterminer)	16	Rapport d'activité
Indicateur 4.3.3 : Nombre d'unités de production d'aliment de complément, des farines infantiles fortifiés (FIF) et autres aliments fortifiées fonctionnelles	ND (A déterminer)	36 dont 28 FIF	Cartographie, rapports
Indicateur 4.3.4 : Quantité totale de farine infantile fortifiée produite annuellement (en tonnes)	585	3000 tonnes	Enquête, rapports de production

	(2022)		
Indicateur 4.3.5 : Une usine fonctionnelle pour la production industrielle de produits nutritionnels spécialisés pour les enfants et les femmes enceintes/ allaitantes à partir d'aliments locaux mise ne place	0	1	Rapport d'activité
Indicateur 4.3.6 : Nombre d'institutions aux capacités renforcées pour l'expertise en sciences alimentaires et industries agroalimentaires	ND (A déterminer)	5	Rapport d'activité
Indicateur 4.3.7 : Nombre d'universités ou structures appuyées pour la recherche sur les produits à haute valeur nutritive	ND (A déterminer)	3	Rapport d'activité
Indicateur 4.3.8 : Nombre d'acteurs formés et encadrés pour la transformation agroalimentaire et l'insertion professionnelle en lien avec les CdV sélectionnées	ND (A déterminer)	1000	Rapport d'activité

ACTIVITES
A.4.3.1. Dresser un inventaire des aliments localement produits, puis cartographier les zones de production alimentaires et les unités/ infrastructures de stockage, transformation, commercialisation et les infrastructures de transports existants dans une approche territoriale cohérente.
A.4.3.2. Identifier les chaines de valeurs alimentaires à haut potentiel nutritionnel.
A.4.3.3. Promouvoir l'insertion professionnel des jeunes et des femmes en développant des formations adaptées aux chaines de valeurs porteuses (1000 personnes).
A.4.3.4. Mettre à l'échelle les unités de transformation des produits agroalimentaires sectionnées (chaines de valeur à haut potentiel nutritionnel) dans les zones cibles (au moins une unité par Département, farines infantiles fortifiée et autres produits fortifiés exclus).
A.4.3.5. Promouvoir les unités de production de produits nutritionnels y compris les aliments de complément, farines infantile fortifiés (FIF), et autres aliments fortifiés
A.3.4.6. Mettre en place une usine pour la production industrielle de produits nutritionnels spécialisés pour les enfants et les femmes enceintes et allaitantes à partir d'aliments locaux et soutenir les initiatives de la production nationales des aliments nutritif spécialisé pour la gestion et la prévention de la malnutrition
A.4.3.7. Cartographier les institutions nationales de formations en sciences alimentaires et industries agroalimentaires (Etat des lieux).
A.4.3.8. Promouvoir la recherche nationale sur les produits à haute valeur nutritive y compris pour la formulation des aliments fortifiés/produits nutritionnels spécialisés.
A.4.3.9. Renforcement des capacités techniques et de gestions des unités de transformation et les capacités des acteurs le long de la chaine d'approvisionnement des unités de transformation/usine.
A.4.3.10. Développer et renforcer les capacités nationales en expertise en sciences alimentaires et industries agroalimentaires (mise à niveau et formation continue des experts, formation professionnelle /qualifiante en lien avec Programme phare Education) et promouvoir ces produits à travers des supports à la consommation (i.e. vente modéré, e-voucher a la consommation).
A.4.3.11. Renforcer les capacités nationales en expertise sur la fabrication et la maintenance de certains équipements de transformation

Produit 4.4. : Les populations et les communautés les plus vulnérables, particulièrement les femmes, les jeunes et les personnes avec les besoins spécifiques bénéficient d'une alimentation équilibrée et diversifiée pour améliorer leur état nutritionnel.

Indicateur	Valeur de référence	Cible	Sources de vérification
Indicateur 4.4.1 : Nombre de ménages soutenus pour le maraichage, le petit élevage familial, la pisciculture familiale.	ND (A déterminer)	142 000	Rapport d'activité
Indicateur 4.4.2 : Nombre d'écoles appuyées en cantines scolaires	ND (A déterminer)	850	Rapport d'activité
Indicateur 4.4.3 : Nombre de femmes appuyé dans l'entreprenariat pour la fourniture des repas aux cantines scolaires ou la vente libre aux alentours des écoles.	ND (A déterminer)	240	Rapport d'activité
Indicateur 4.4.4 : Nombre d'exploitants des cuisines, cantines et autres vendeurs d'aliments aux capacités techniques et opérationnelles renforcées y compris en SSA pour la fourniture de repas et aliments destinés aux écoles et universités	ND (A déterminer)	3400	Rapport d'activité
Indicateur 4.4.5 : Nombre d'enfants bénéficiant de l'initiative premier aliments (diversité alimentaire, éducation nutritionnelle, Wash, protection sociale).	ND (A déterminer)	100 000	Rapport d'activité

ACTIVITES
A.4.4.1. Soutenir la petite agriculture familiale des ménages vulnérables (maraichage y compris agriculture hors sol, petit élevage familial, pisciculture familiale y compris hors sol, transformation agroalimentaire)
A.4.4.2. Soutenir l'alimentation scolaire (Cantines, troupeaux scolaires, jardins scolaires, achat institutionnels)
A.4.4.3. Promouvoir l'entreprenariat des femmes pour la fourniture des repas aux cantines scolaires (comme prestataire), la préparation des repas et autres produits alimentaires offerts à l'extérieur des établissements scolaires et universitaires ou dans les restaurants à proximité des écoles et opérationnalisés par le privé (entreprise familiale, association, groupement, coopérative ou TPME).
A.4.4.4. Soutenir l'Initiative premiers aliments pour l'amélioration de l'alimentation des jeunes enfants pendant la période d'alimentation complémentaire :

Effet 5 : La coordination, le partenariat, le suivi et évaluation, et la capitalisation sont assurés (résultat transversal)			
Indicateur 5.1. : Niveau moyen d'atteinte des cibles prévues par le programme	ND (A déterminer)	80%	Rapport d'évaluations
Indicateur 5.2 : Nombre de partenariats établies (en dehors des PUNO et des Ministères)	ND (A déterminer)	60 (1/commune)	Rapport d'activités
Indicateur 5.3 : Taux (%) de mobilisation de ressources par rapport au besoin Indicateur exprimé désagrégé par année du programme	ND (A déterminer)	+80%	Rapport d'activités
Produit 5.1. : Les mécanismes de pilotage et de coordination multisectoriels sont mis en place			
Indicateur 5.1.1 : Taux de réalisation des réunions régulières du Comité de Pilotage	-	95%	PV des réunion
Indicateur 5.1 2 : Taux de réalisation des missions conjointes désagrégées par année d'exécution du programme	-	100%	Rapports d'activités
Indicateur 5.1.3 : Régularité des rapports trimestriels	-	100%	Rapport d'activité

ACTIVITES
A.5.1.1. Mise en place Secrétariat de coordination.
A.5.1.2. Comités de pilotage (annuel ou semestriel).
A.5.1.3. Réunions techniques intra composantes et inter composantes.
A.5.1.4. Missions conjointes sur le terrain.
A.5.1.5. Rapportage trimestriel.

Produit 5.2. : Le suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage est effectif.			
Indicateur	**Valeur de référence**	**Cible**	**Sources de vérification**
Indicateur 5.2.1 : Proportion des agences du SNU partenaires qui renseignent annuellement le Cadre d'indicateurs	-	>95%	Cadre de d'indicateur

ACTIVITES
A.5.2.1. Dessin détaillé du Plan de suivi
A.5.2.2. Etablissement de ligne de base
A.5.2.3. Post distribution monitoring
A.5.2.4. Evaluation intermédiaire (début année 3)
A.5.2.5. Etablissement de ligne finale

A.5.2.6. Evaluation finale			
Produit 5.3. : Les actions de visibilité, de plaidoyer et de mobilisation des ressources sont réalisées.			
Indicateur 5.3.1 : Nombre de produits de visibilité (vidéo, sessions radiophoniques, publications)	ND (A déterminer)	1 partenaire/an	Rapport d'activités
Indicateur 5.3.2 : Taux de mobilisation annuelle du budget d'exécution du programme	ND (A déterminer)	>75%	Rapport d'activités
Indicateur 5.3.3 : Atelier de capitalisation dans chaque région	0	8	Rapport d'atelier
ACTIVITES **A.5.3.1.** Réalisation de produits médias dans différents supports pour la visibilité et vulgarisation des résultats du programme. **A.5.3.2.** Publication sur les bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation du changement climatique ; d'agriculture intelligente face au climat ; de gestion des risques et de suivi-évaluation. **A.5.3.3**. Réalisation de documents de capitalisation et partage d'expériences. **A.5.3.4**. Ateliers de capitalisation (présentiels et en ligne). **A.5.3.5.** Organisation des tables rondes de mobilisation des ressources en faveur de la souveraineté alimentaire **A.5.3.6.** Mobilisation parallèle des financements auprès de partenaires bilatéraux et multilatéraux pour soutenir la mise en œuvre des initiatives par les différentes agences **A.5.3.7.** Mobilisation des ressources internes SNU **A.5.3.8.** Organisation des dialogues politiques multisectoriels de haut niveau			
Produit 5.4. : Les partenariats stratégiques et opérationnels sont développés			
Indicateur 5.3.2 : Nombre de partenariats désagrégés par secteur public/ secteur privé	0	+2/an	Rapport d'activités
Activités **A.5.5.3.** Synergies et complémentarités avec initiatives similaires au niveau local sous-régional (AES, Afrique Ouest), régional et international.			

Annexe II : Budget estimatif du PASA-Niger (2025- 2027) par résultats et par produit

Composantes (effets et produits)	Budget total FCFA (XOF)	Budget UN FCFA (XOF)	Budget total US $	Budget UN US $	%
			Taux	600	
Effet 1. : La gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes est améliorée	**227,973,400,000**	**85,211,460,000**	**379,955,667**	**142,019,100**	37%
Produit 1.1: Les terres dégradées sont réhabilitées et mises en valeur	193,757,400,000	73,623,560,000	322,929,000	122,705,933	38%
Produit 1.2. : Les bonnes pratiques agrosylvopastorales, apicoles et halieutiques sont améliorées, mise en place et vulgarisées	1,200,000,000	1,200,000,000	2,000,000	2,000,000	100%
Produit 1.3. Les terres de pâturage et espaces verts y compris pour les couloirs de transhumance sont aménagées	24,866,000,000	7,997,900,000	41,443,333	13,329,833	32%
Produit 1.4. Les capacités des institutions nationales et locales et des communautés sont renforcées en prévention et gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles et la transhumance	2,531,000,000	1,031,000,000	4,218,333	1,718,333	41%
Produit 1.5. Les capacités des institutions et des communautés sont renforcées en mobilisation et gestion des eaux pour fin d'irrigation et pour le bétail	3,655,000,000	445,000,000	6,091,667	741,667	12%
Produit 1.6. Les capacités des communes et communautés en matière d'adaptation et atténuation du changement climatique sont renforcées	1,964,000,000	914,000,000	3,273,333	1,523,333	47%
Effet 2. : La Résilience face aux chocs climatiques des populations les plus vulnérables, y compris en zone fragile est améliorée grâce aux techniques et technologies adaptées	**228,459,762,500**	**100,396,158,277**	**380,766,271**	**167,326,930**	**44%**
Produit 2.1. : Les capacités de résilience communautaire sont renforcées	14,812,000,000	3,594,600,000	24,686,667	5,991,000	24%
Produit 2.2. : Les filets de protection sociale adaptatifs aux chocs sont mis en place afin de protéger les personnes les plus vulnérables, en particulier les petits exploitants, les femmes et les jeunes, face aux chocs climatiques	160,725,000,000	78,575,500,000	267,875,000	130,959,167	49%
Produit 2.3. : la gestion des risques de catastrophes, les actions anticipatoires et les systèmes d'alerte précoce sont renforcés pour protéger les ménages vulnérables des aléas climatiques	6,475,000,000	2,349,500,000	10,791,667	3,915,833	36%

Produit 2.4. : Une assistance humanitaire d'urgence et temporaire est fournie en réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles et autres catastrophes en appui au dispositif national de réponse	20,861,762,500	5,416,858,277	34,769,604	9,028,097	26%
Produit 2.5. : L'offre en produits nutritifs est promue et la diversification alimentaire est stimulée pour soutenir la résilience et la prévention de la malnutrition en situation d'urgence	25,586,000,000	10,459,700,000	42,643,333	17,432,833	41%
Effet 3. : Des systèmes alimentaires durables et résilients facilitant l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes, ainsi que la production d'aliments nutritifs tout au long de l'année, sont développés	**240,944,225,000**	**55,495,055,000**	**401,573,708**	**92,491,758**	23%
Produit 3.1. : Les chaines de valeur des produits agrosylvopastoraux et halieutiques sont développées	179,268,040,000	25,508,080,000	298,780,067	42,513,467	14%
Produit 3.2. : Les femmes et les jeunes sont formés et intégrés dans les métiers ruraux le long des chaines de valeur agrosylvopastorales et halieutiques	6,709,000,000	1,388,000,000	11,181,667	2,313,333	21%
Produit 3.3. : Les pertes post-récoltes/post production sont réduites (grâce à la transformation, les techniques de stockage, conservation, la structuration des producteurs, l'inclusivité financière et l'accès aux marchés)	49,315,323,333	24,417,000,000	82,192,206	40,695,000	50%
Produit 3.4. : Les populations locales ont des capacités renforcées et un accès amélioré aux technologies basées sur les énergies renouvelables génératrices d'emplois verts et sensibles au genre et vecteurs d'efficience à toutes les étapes de la CdV	3,832,661,667	2,362,775,000	6,387,769	3,937,958	62%
Produit 3.5. : L'approche intégrée « une seule santé » (One Health) est promue pour renforcer la coordination des actions entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale y compris dans les zones transfrontalières et durant la transhumance	1,819,200,000	1,819,200,000	3,032,000	3,032,000	100%

Effet 4 : Les populations ont accès à des régimes alimentaires variés, sûrs et nutritifs pour une nutrition adéquate tout au long de leur vie.	**188,030,550,000**	**36,724,200,000**	**313,384,250**	**61,207,000**	**20%**
Produit 4.1. : un environnement favorable à la promotion de l'alimentation saine (sûre et nutritive) comprenant la promotion et l'utilisation d'outils d'analyse et d'optimisation des régimes, guides alimentaires et l'élaboration des normes est créé	4,117,800,000	2,275,200,000	6,863,000	3,792,000	55%
Produit 4.2. : Les capacités des institutions nationales et autres structures sont renforcées en matière de normalisation, certification et sécurité sanitaire des aliments	1,305,000,000	557,000,000	2,175,000	928,333	43%
Produit 4.3. : Les capacités nationales pour la transformation agroalimentaire, la production locale de produits nutritionnels spécialisés et le développement des filières locales des produits fortifiés sont renforcées dans le respect des normes	16,682,750,000	9,110,000,000	27,804,583	15,183,333	55%
Produit 4.4. : Les populations et les communautés les plus vulnérables, particulièrement les femmes, les jeunes et les personnes avec les besoins spécifiques bénéficient d'une alimentation équilibrée et diversifiée pour améliorer leur état nutritionnel	165,925,000,000	24,782,000,000	276,541,667	41,303,333	15%
Effet 5 : La coordination, le partenariat, le suivi et évaluation, et la capitalisation sont assurés (résultat transversal)	**662,000,000**	**662,000,000**	**1,103,333**	**1,103,333**	**100%**
Produit 5.1.: Les mécanismes de pilotage et de coordination multisectoriels sont mis en place	276,000,000	276,000,000	460,000	460,000	100%
Produit 5.2. : Le suivi-évaluation, redevabilité et apprentissage est effectif	210,000,000	210,000,000	350,000	350,000	100%
Produit 5.3. : Les actions de visibilité, de plaidoyer et de mobilisation des ressources sont réalisées	126,000,000	126,000,000	210,000	210,000	100%
Produit 5.4. : Les partenariats stratégiques et opérationnels sont développés	50,000,000	50,000,000	83,333	83,333	100%
Total	**886,069,937,500**	**278,488,873,277**	**1,476,783,229**	**464,148,122**	31%